



Investir dans les populations rurales

Bénin

Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 24 mai au 11 juin 2016

Date du document: 23/06/2016

No. du Projet: 1331

No. du rapport: 4122-BJ

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	3
A. Introduction	5
B. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet	6
C. Produits et effets	8
D. État d'avancement de l'exécution du Projet	11
E. Aspects fiduciaires	15
F. Durabilité	20
G. Partenariat	21
H. Conclusion	21

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées	23
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits au 30 avril 2016	27
Appendice 3A :	Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de décembre 2015	35
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 30 avril 2016	41
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	45
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	49
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	51

Sigles et acronymes

ADV	Association de Développement Villageois
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AIB	Appui aux institutions de base
ASF	Association de Services Financiers
AVC	Association Villageoise de Commercialisation
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CDCC	Comité Départemental de Concertation et de Coordination
CNA	Comité National d'Approbation des microprojets
CNP	Comité National de Pilotage
CNOS	Comité National d'Orientation et de Suivi
COROS	Comité régional d'orientation et de suivi
COSOP	Country Strategic Opportunities Programme
CP	Coordonnateur du Programme
CRA	Comité Régional d'Approbation des microprojets
CRCO	Comité régional de concertation et d'orientation
CRP	Comité Régional de Pilotage
CSE	Cellule Suivi-Evaluation
CVC	Comité Villageois de Concertation
CVD	Comité Villageois de Développement
DEP	Diagnostic Evaluation Participatif
DPLR	Direction de la Promotion et de la Législation Rurales
DPNV	Diagnostic Participatif Niveau Village
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DPQC	Direction de la Promotion de la Qualité et du Conditionnement des produits agricoles
FBS	Fonds Belge de Survie
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FR	Financement rural
GF	Groupement Féminin
GIE	Groupement d'intérêt économique
GJ	Groupement des Jeunes
IEC	Information, Education et Communication
IFDC	International Fertilizer Development Center
INRAB	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin
LGB	Laboratoire de génétique et des Biotechnologies de l'Université Nationale du Bénin
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MCL	Maison des Collectivités Locales
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MIP	Microprojet
MPE	Micro et Petite Entreprise
OCS	Observatoire du Changement Social
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation professionnelle agricole
OPP	Opérateur Partenaire Polyvalent
OPS-FR	Opérateur Partenaire Spécialisé en Financement Rural
PACER	Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale
PADER	Programme d'Appui au Développement Rural
PADPPA	Programme D'Appui au Développement Participatif de la Pêche Artisanale
PAGER	Projet d'Activités Génératrices de Revenus
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PAPSFRA	Projet d'Appui à la Promotion des Services Financiers Ruraux Adaptés
PDC	Plan de Développement Communal
PDRT	Programme de Développement des plantes à Racines et Tubercules
PDV	Plan de Développement Villageois

PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNDCC	Programme National de Développement Conduit par les Communautés
PNOPPA	Plateforme Nationale des Organisations Professionnelles et Producteurs Agricoles du Bénin
PPA/PDRT	Programme de pérennisation des acquis de l'ex-PDRT
PPEA	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Agricole
PROMIC	Projet de Microfinance et de Commercialisation
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PUASA	Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire
R&T	Racines et tubercules
RAF	Responsable Administratif et Financier
RAGR	Responsable Activités Génératrices de Revenus
RAIB	Responsable Appui aux Institutions de Base
RFR	Responsable Financement Rural
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
RURA	Responsable d'Unité Régionale d'Appui
SAE	Services d'Appui aux Entreprises
SEP	Suivi Evaluation Participatif
SFD	Système Financier Décentralisé
TS	Technicien Spécialisé
UCP	Unité de Coordination du Programme
URA	Unité Régionale d'Appui

A. Introduction¹

1. Le Gouvernement du Bénin et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé le 21/07/2009 un Accord de financement pour la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER) pour un coût total de 47,78 millions d'USD qui devait être financé par : un don et un prêt du FIDA de 17,92 millions d'USD (37,5% du coût total du Projet) ; un prêt de la BOAD de 9,06 millions d'USD (19%) ; un don du PNUD de 3,04 millions d'USD (6,4%) ; un don de la FAO de 0,5 million d'USD (1%) ; une contribution du Gouvernement du Bénin de 4,38 millions d'USD ; (9,2%), des Bénéficiaires de 2,93 millions d'USD (6,1%) ; et des Institutions financières partenaires de 9,93 millions d'USD (20,8%). Prévu pour une durée d'exécution de six ans, le Prêt/Don est entré en vigueur le 01/10/2010, devra s'achever le 31/12/2016 et être clôturé le 30/06/2017. Enfin de compte, seul le FIDA, l'Etat, les Institutions financières et les bénéficiaires ont participé au financement du Projet pour un montant total 35,18 millions d'USD.

2. Une mission de supervision conjointe du Projet par le FIDA et le Gouvernement s'est déroulée au Bénin du 24 mai au 11 juin 2016. Elle avait pour objectifs : i) d'évaluer la performance globale du projet et son impact sur les groupes cibles; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du projet ; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2016 par composante, aussi bien au niveau physique que financier ; iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision de décembre 2015 ; v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du projet ; vi) d'analyser avec l'équipe du Projet et les partenaires impliqués dans sa mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées ; et vii) apprécier le niveau de préparation de l'achèvement du Projet prévu dans sept mois.

3. L'objectif général du PACER est de contribuer à la création de conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural. Plus spécifiquement, il s'agit de : i) améliorer les performances techniques, économiques et financières des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles intervenant dans le cadre des filières retenues ; ii) renforcer la structuration et les capacités des organisations professionnelles agricoles (OPA) et extra-agricoles ; iii) améliorer l'accès aux infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché ; et iv) assurer un management performant du Projet et un partenariat stratégique bénéfique avec les autres institutions.

4. La mission a rencontré à Cotonou les principaux partenaires du Projet, notamment le Ministère du Plan et du Développement, le Ministère de l'Economie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (Tutelle technique du Projet). Au cours des visites de terrain, la mission a rencontré les structures locales décentralisées, les partenaires œuvrant dans le développement agricole et rural, ainsi que les bénéficiaires.

5. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Programme Cadre d'Interventions du FIDA en milieu rural (ProCaR) tout au long de son séjour. Avant de quitter Cotonou, la mission a présenté ses principales conclusions et recommandations aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du Projet. Le présent Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement, des différents partenaires du Projet ainsi que ceux du ProCaR.

6. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Béninoise, en particulier le Ministère du Plan et du Développement, le Ministère de l'Economie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (Tutelle technique du Projet), les Autorités Administratives des régions visitées, les membres de l'équipe du Projet et les bénéficiaires pour leur collaboration et leur soutien pour le bon déroulement de la mission.

¹ Composition de la mission: M. Luyaku Loko Nsimpati, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Bénin, Chef de mission, M. Mahamadou Barry, Chargé de gestion financière (CFS), Mme Lucia Di Troia, Chargée de programme auxiliaire au Bureau au Régional FIDA de Dakar, Mme Dounamba Konaré, Assistante de programme au Bureau Régional FIDA de Dakar, Mme Abelle Houessou, Expert en économie du développement, Point focal du FIDA au Bénin, M. Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Chargé de la coordination technique du rapport de supervision, M. René Tokannou, Ingénieur Agronome, Expert en Filières et Institutions, Chargé des MPE et AGR, Mme Olga Azelokonon, Socio-anthropologue, Experte en Ciblage, Genre et Inclusion des jeunes, M. Moulay Tera, Expert financier, Chargé des aspects fiduciaires, M. Dieudonné Messan, Coodonnateur du ProCaR et son équipe, M. Pierre Oza, Chef Projet PACER et son équipe, et M. Moussa Nassirou, Chef Projet PAPSFRA et son équipe.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet

7. Le PACER évolue progressivement vers son achèvement. A sept mois se concentre davantage sur une cible de plus en plus restreinte (environ un tiers des promoteurs financés) susceptible d'avoir un impact durable. Les activités du projet ont touché globalement 8 189 ménages pauvres, regroupés au sein de 543 OPA dont 452 coopératives, dans 241 villages de la Zone de concentration.

8. **Cadre logique.** L'examen du Cadre Logique actualisé à fin avril 2016 révèle que la plupart des indicateurs relatifs à l'Effet 1 (organisation, restructuration des OP et commercialisation des produits) ne sont pas renseignés en raison de la non-réalisation des études spécifiques à cet effet. S'agissant des indicateurs de l'Effet 2 " Faciliter l'accès des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles au financement", la cible de 60% a été atteinte et dépassée pour les promoteurs de microprojets ayant leurs besoins de crédit satisfaits (66%), par contre celle relative au nombre de micro-projets ayant reçu une subvention du projet n'est que de 46% contre une cible de 80%. En ce qui concerne l'Effet 3 (Améliorer l'accès aux infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché), les résultats atteints sont mitigés. En effet, l'indicateur relatif aux infrastructures de collecte primaire, de stockage, et de mise en marché est réalisé à plus de 100% (6 523,30 m² pour 6.494 m²) et celui de la superficie effectivement aménagée et exploitée à la fin du projet dans les villages d'intervention du PACER à 78% (226,84ha pour 291 de prévu), tandis que le potentiel productif irrigable aménagé n'est exécuté qu'à 56% (226,84 pour 405ha) et le nombre de producteurs exploitant les bas-fonds aménagés dans les villages d'intervention du PACER à 63% (756 pour 1200 prévus). Cependant, en dépit de la réalisation de ces infrastructures, on note les problèmes suivants : i) la qualité de certaines infrastructures n'est pas bonne; ii) l'utilisation de certaines infrastructures n'est pas optimale ; iii) l'implication des bénéficiaires des basfonds et le choix des sites n'est pas optimale; iv) la qualité des micro-projets financés et celle de l'accompagnement des promoteurs par les opérateurs prestataires reste parfois à désirer. Ces problèmes sont principalement dus à la faible capacité des structures de mise en œuvre des activités du projet sur le terrain et également de leur faible suivi et accompagnement.

9. Grâce aux appuis du projet, les indicateurs relatifs à la fonctionnalité des organisations professionnelles évoluent bien. Le seuil de 80 % d'OPA fonctionnelles est déjà atteint pour les filières riz, maraîchage, ananas et soja et les femmes sont bien représentées dans leurs organes. Mais beaucoup d'entre elles ont encore besoin de renforcement des capacités pour qu'elles deviennent professionnelles et rendre ainsi des services économiques efficaces leurs membres. Les chiffres d'affaires des MPE et AGR accompagnés croissent d'année en année depuis 2012 et les nouveaux investissements réalisés au cours du premier semestre 2016 grâce aux appuis complémentaires accordés à certaines MPE/AGR jugés viables sont de nature à renforcer leur productivité et leur durabilité. Le chiffre d'affaires moyen par promoteur évolue aussi globalement de façon positive depuis 2012. Il est passé de 368 612 FCFA en 2013 à 1 247 352 FCFA en 2014 et à 2 500 209 FCFA en 2015.

10. **Développement des filières.** Le PACER appuie le développement des filières ananas, riz, maraîchage, racines et tubercules et soja. Cet appui se fait par le financement de micro-entreprises individuelles (MPE) ou de groupement (AGR) notamment de production et de transformation. Pour une prévision initiale de 200 promoteurs (400 MPE et 200 AGR), le projet n'a pu finalement financer que 314 promoteurs de microprojet dont 41 MPE femmes, 143 MPE hommes et 130 AGR, soit environ 52% de la cible initiale. Ce faible résultat est dû principalement à la très faible participation au financement des promoteurs (estimé à 8% aujourd'hui) par les SFD ainsi qu'à la faible capacité financière des promoteurs à apporter leur contribution en termes d'apport personnel préalable au financement du projet.

11. Parmi les 314 MPE/AGR financés qui sont plus ou moins fonctionnels, 103 sont jugés viables et vont continuer à bénéficier d'un accompagnement renforcé au cours de l'année 2016 afin de garantir leur pérennisation.

12. Les appuis du projet couvrent tous les maillons de la chaîne de valeurs : i) approvisionnement en intrants (semences de riz et de soja, rejets d'ananas, engrais, etc.) ; ii) production (équipement d'irrigation pour le maraîchage, aménagement de bas-fonds, fonds de roulement, etc.) ; iii) transformation (décortiqueuse de riz, équipements de transformation d'ananas en jus, de manioc en gari, etc.) ; et iv) commercialisation (appui à l'acquisition de tricycles, mise en relation avec les clients potentiels à travers des salons CVA, sécurisation des relations d'affaires par des contrats écrits, etc.).

Ces appuis sont réalisés par des structures d'intermédiation. En particulier, les CARDER appuient la structuration des organisations professionnelles agricoles en vue de leur autonomisation.

13. **Ciblage et inclusion des jeunes.** La mise en œuvre par le PACER d'une démarche globale de ciblage basée sur une approche par la demande a contribué dans ses principes à la participation, l'inclusion et la responsabilisation des bénéficiaires dans le processus de leur ciblage. Cette démarche dans l'opérationnel a permis de toucher 314 promoteurs de microprojet dont 41 MPE femmes, 143 MPE Hommes et 130 AGR regroupant 2180 personnes dont 1596 femmes (soit 73% des membres des G/AGR) et environ 20 % de jeunes de la tranche d'âge 25 - 35 ans. Au total, sur 314 microprojets financés, 128 ont généré 110 emplois permanents et 543 emplois occasionnels, dont 436 pour les jeunes.

14. **Genre et autonomisation.** Les appuis financiers et non financiers offerts à toutes les catégories de cibles sur une base d'équité ont contribué à favoriser l'accès des promoteurs (hommes et femmes) aux facteurs de production (terre, équipements, intrants) et à l'amélioration de leurs revenus. Cependant, l'absence de stratégie discriminatoire positive dans l'analyse, la sélection et le financement des promoteurs de MiP ont limité l'impact du projet sur l'autonomisation des femmes et l'employabilité des jeunes. Les difficultés liées à l'opérationnalisation du mécanisme de financement tripartite des microprojets tel que prévu dans le DCP a été une contrainte majeure qui a conduit le PACER à n'atteindre que seulement 52,33% de l'objectif en matière de cible.

15. **Sécurité alimentaire.** Le positionnement au plan technique et sectoriel du PACER sur la promotion des filières à impact potentiel sur le développement rural et la mise en place d'un mécanisme de subvention couvrant à la fois les investissements et les fonds d'exploitation ont renforcé la résilience des ménages bénéficiaires face à l'insécurité alimentaire et favoriser leur l'adhésion aux interventions du projet.

16. **Préparation du rapport d'achèvement du PACER.** Les études de référence SYGRI et socio-économique du PACER n'ont été réalisées qu'en avril 2014, soit environ quatre ans après le démarrage du Projet. La mission recommande de prendre les dispositions nécessaires pour réaliser la dernière enquête SYGRI en avril 2017. Par ailleurs, pour les autres études recommandées par les missions de supervision antérieures relatives à la préparation du rapport d'achèvement qui, à ce jour, ne sont pas encore réalisées, le projet devra prendre des mesures et des dispositions urgentes idoines pour diligenter leur réalisation et cela avant le démarrage de la mission d'achèvement du projet.

17. Au 30 avril 2016, le taux d'exécution physique du PTBA 2016 est estimé à 22,19% contre une exécution financière de 14,8%.

18. Au plan des performances opérationnelles, le taux de décaissement réel est de 89,86% à sept mois de la date d'achèvement du Projet, avec un taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2010/2016 (30/04/16) de 73,43%. En matière de contrepartie, la comptabilisation effectuée en 2015 des régularisations de taxes sur les opérations qui ont été enregistrées depuis le démarrage du Projet pour un montant total de 631 007 990 FCFA, a permis d'atteindre un taux de réalisation de 44,73%. Enfin, les contributions des bénéficiaires et des IMF sont respectivement de 42,52% et 7,20%. En ce qui concerne les échéances contractuelles, les états financiers 2015 et leurs annexes ont été transmis au FIDA dans les délais requis le 18/03/16. Il en sera de même du rapport d'audit dont la version provisoire vient d'être disponible. Par ailleurs, les rapports financiers trimestriels intérimaires de 2015 ainsi que celui du premier trimestre 2016 ont été régulièrement envoyés au FIDA à bonnes dates (17/04/15, 24/07/15, 10/10/2015, 03/02/16 et 07/05/16). Enfin, les situations administratives, financières et comptables nécessaires à la présente revue ont été rendues disponibles au démarrage de la mission.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser les études : i) révision du manuel de procédures administratives, financières et comptables ; ii) études socio-économique de fin de projet, y compris l'enquête SYGRI ; (iii) étude des effets et impacts induits et celle relative à la durabilité/viabilité de 75 MIP retenues en dehors de 28 MIP de jeunes PPEA.	CSE, Coordo ProCaR et Chef PACER	Immédiat
Renseigner entièrement la base de données avant le démarrage de la mission d'achèvement.	CSE, Coordo ProCaR et Chef PACER	Avril 2017

C. Produits et effets

Composante A « Appui au développement des filières (ADF) »

19. **Appui à la fonctionnalité et à l'opérationnalité des organisations professionnelles agricoles.** L'autopromotion des acteurs des filières est reconnue par le PACER comme un idéal à atteindre. C'est dans ce cadre que le projet appuie la création et la restructuration des coopératives villageoises, unions communales et départementales des filières appuyées notamment : le maraîchage, le riz, l'ananas, les tubercules et le soja. Il est attendu de ces appuis qu'au moins 80% des organisations professionnelles des filières retenues soient fonctionnelles, qu'elles offrent des services dans au moins 70% des villages de concentration, et que les organes de décision des OP comportent au moins 30% de femmes et au moins 30% de jeunes.

20. Au 30 Avril 2016, 80% des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) créées avec l'appui du PACER au niveau des filières maraîchage, riz, ananas et soja sont fonctionnelles. Parmi ces OPA, on distingue une faîtière nationale fonctionnelle², huit faîtières départementales dont cinq fonctionnelles (62,5%), 61 faîtières communales créées dont 35 fonctionnelles (soit 57%) et 491 coopératives villageoises dont 401 fonctionnelles (82%). *La mission note cependant que parmi les 18% restants, certaines sont de type familial avec des modes de fonctionnement non adaptés. Elles méritent un renforcement pour une meilleure organisation.*

21. Par rapport aux services attendus des OPA par leurs membres (facilitation de l'accès aux intrants : semences, engrais, produits phytosanitaires, produits de conservation etc., et l'appui à la commercialisation par la recherche de débouchés), même si quelques initiatives se notent de façon éparse, le PACER n'a pas pris de mesures pour documenter ces services et s'assurer de l'atteinte du taux de couverture de 70% retenu dans le cadre logique du projet.

22. Par rapport à la représentation des femmes dans les organes de décision, les observations de la mission de supervision de décembre 2015 restent d'actualité. Les femmes sont bien représentées dans ces organes, néanmoins on note que plus la responsabilité augmente (passage de coopératives villageoises à des faîtières communales), la représentation des femmes baisse. De même, la faible représentation des jeunes dans les organes de décision des OPA s'expliquerait par les normes sociales dans les zones d'intervention du projet où en général les femmes et les plus jeunes évitent de discuter des positions de prise de décision aux hommes (en ce qui concerne les femmes) et à leurs aînés (quant aux jeunes).

23. **Viabilité économique et financière des MPE et AGR financés.** Les chiffres d'affaires moyens des MPE et AGR accompagnés ont connu une évolution positive jusqu'à la fin de l'année 2015. En effet les chiffres d'affaires moyens par promoteur sont passés de 368 612 F CFA en 2013 à 1 247 352 F CFA en 2014 et à 2 500 209 F CFA en 2015. Le chiffre d'affaires moyen des micro-projets portés par hommes est supérieur de 81,34 % à celui des femmes. Pour ce qui est de la campagne 2015-2016 la commercialisation des produits est encore en cours au niveau des promoteurs. Les nouveaux investissements en cours grâce aux appuis complémentaires accordés aux 22 MPE/AGR de cette première génération sont de nature à renforcer cette tendance.

24. Les rendements moyens des cultures promues par le projet ont évolué de façon positive d'une campagne à l'autre, passant de 2,16 t/ha à 4,92 t/ha pour le riz, de 13,5 t/ha à 18 t/ha pour le manioc de 8,4 t/ha à 25,3 t/ha pour la tomate, de 9,3t/ha à 18,09 t/ha pour la carotte etc.

25. **Facilitation de l'accès aux engrais.** Le fonds d'appui à l'accès aux engrais a facilité l'approvisionnement en intrants des producteurs de certaines filières promues par le projet (ananas, riz et maraîchage). Un mécanisme dénommé consortium filière a été mis en place. Au total six consortia ont été impliqués. Chaque consortium est constitué d'une tête de pont (gros transformateur, commerçant ou organisation paysanne) et de producteurs d'une même filière. 1056 producteurs dont 147 femmes (14%) ont bénéficié de ces crédits intrants pour un montant total de 264,4 millions de FCFA dont un montant récupéré au 27 mai 2016, de 209,5 millions de FCFA, soit un taux de récupération de 79,24%. Ce faible taux compromet la durabilité du mécanisme.

26. Pour ce qui est de la transformation de produits agricoles, la même tendance positive s'observe. En effet, les quantités moyennes de matières premières transformées par an et par

² Pour la filière ananas en synergie avec le ProCAD

promoteur sont passées de 9,12 t à 15,15 t pour le manioc en gari, de 1,72 t à 5,44 t pour l'ananas en jus et 1,12 t à 5,04 pour le riz décortiqué.

27. **Facilitation de l'accès au financement.** Le PACER a prévu une participation des Institutions Financières au mécanisme de financement à hauteur de 70% des besoins de crédit des promoteurs (400 MPE et 200 AGR) à la fin du projet et la satisfaction des besoins de crédit des promoteurs de microprojets à hauteur de 60%.

28. Au 30 Avril 2016, 403 microprojets (dont 368 anciens auxquels s'ajoutent un de RETRATO, un de la Coopérative AGBLEGNON et 33 des jeunes du PPEA) ont été élaborés et approuvés au profit des MPE et AGR bénéficiaires du Projet. Parmi ces microprojets, 314 (279 auxquels s'ajoutent un de RETRATO, un de la Coopérative AGBLEGNON, 33 des jeunes PPEA) ont été subventionnés par le PACER. Conformément aux recommandations de la mission de supervision de décembre 2015, les 74 MiP sélectionnés comme potentiellement viables ont reçu de la part du projet, un appui complémentaire. 22 d'entre eux ont reçu une subvention complémentaire pour le renforcement de leurs investissements.

29. La contribution en crédits des SFD pour le financement des MIP de 237 MPE/AGR s'élève à 357 869 769 FCFA sur un besoin total exprimé de 604 134 730 FCFA, soit 59,23% de taux de prise en charge, proche des 60% attendus d'eux dans le cadre logique. Par ailleurs, la cible de 600 promoteurs de MIP appuyés est atteinte à hauteur de 67% (403 MIP sur 600 attendus).

30. De juillet 2015 au 30 Avril 2016, 35 nouveaux promoteurs ont été financés pour un montant total de 339 701 884 F CFA dont : (i) 257 691 455 FCFA pour 33 MIP des jeunes du PPEA (subvention de 121 624 752 FCFA, apport personnel de 70 470 828 FCFA et crédit de 56 408 746 FCFA) auprès de cinq SFD ; (ii) 43 748 333 FCFA pour la coopérative RETRATO (subvention de 32 811 250 FCFA, apport personnel de 6 356 750 FCFA et crédit de 4 580 333 FCFA), (iii) 38 262 096 FCFA pour la Coopérative AGBLEGNON (subvention de 28 650 313 FCFA, apport personnel de 4 811 783 FCFA et crédit de 4 800 000 F CFA). Il faut noter que les subventions non encore remises à cinq jeunes en raison de sites non appropriés doivent être ramenées au projet par le SFD ALIDE.

31. En ce qui concerne le niveau de viabilité actuel des 74 MiP identifiés comme potentiellement viables, ils ont enregistré au titre l'année 2015, un chiffre d'affaires moyen par promoteur de 4 427 298 F CFA. Pour l'année 2016, les données disponibles ne couvrent que le premier trimestre et ne concernent que 67 promoteurs. Elles ne permettent pas de faire des comparaisons sur leur évolution. De plus, au vu des constats issus de la mission d'évaluation de la performance des structures d'appui et du peu de temps restant avant l'achèvement du projet, *la mission recommande de lancer dans l'immédiat une étude spécifique pour apprécier le niveau de développement de ces promoteurs afin de préciser les appuis différenciés encore nécessaires (d'ici la fin de 2016) pour garantir leur viabilité. Cette étude devra être élargie aux nouveaux MiP financés.*

32. Concernant les MIP financés à Grand Popo par le biais du SFD CECAC, d'importantes divergences ont été relevées entre les montants des subventions reçus par les bénéficiaires et les chiffres du SFD. Les échanges entre la mission et le SFD, l'OPP ainsi que les représentants de la coopérative concernée n'ont pas permis de clarifier la situation. En conséquence, la mission recommande qu'une mission d'audit soit diligentée pour faire le point et situer les responsabilités. *En cas d'actes délictuels avérés, le champ de cet audit devra être étendu à l'ensemble des SFD partenaires.*

33. **Performance des opérateurs partenaires (OPP, GEL et CARDER).** L'évaluation des opérateurs partenaires de mise en œuvre du PACER a révélé des résultats acceptables en ce qui concerne la mise en place et l'appui à l'utilisation de certains outils de planification, de gestion courante et d'évaluation tels que : plan de campagne, cahier journal, cahier de visite, cahier de stock etc., des comptes d'exploitation réels. En outre les agents des GEL ont mis en place des répertoires des contacts utiles aux promoteurs, et organisé des rencontres avec les clients potentiels de certains promoteurs qui ont permis l'établissement de contrats de vente de leurs produits, etc.

34. Les principales faiblesses constatées par rapport aux outils, concernent l'outil plan d'affaires quasiment absent ou ébauché par endroits sans une implication suffisante des promoteurs. Il en est de même des comptes d'exploitation réels (à titre de bilan de campagne) qui sont souvent extraits des bases de données au niveau des responsables des OPP et GEL, sans une analyse réelle avec les promoteurs pouvant conduire à des prises de décision pour une amélioration des cycles suivants de production.

35. S'agissant des appuis relatifs à la gestion et l'entretien des bas-fonds aménagés et des infrastructures marchandes réalisées dans les villages, les performances des OPP demeurent globalement faibles : faible niveau d'organisation des acteurs autour des bas-fonds aménagés et faible niveau d'interaction avec les mairies pour la signature des conventions de cogestion des infrastructures de marché.

36. La collecte, la saisie et la transmission des données statistiques relatives à la mise en œuvre des MIP n'est pas systématique, ce qui affecte la tenue à jour de la base de données au niveau de la cellule de suivi évaluation du projet. Cette faible performance des OPP/GEL s'explique en partie par la présence insuffisante des animateurs auprès des promoteurs (passages variant entre un et deux en moyenne par mois alors qu'un passage hebdomadaire ou tout au moins trois fois par mois est l'idéal).

37. Au regard des résultats de l'évaluation de la performance des opérateurs, *la mission de supervision recommande au PACER de recadrer les activités des partenaire en phase d'achèvement par rapport au transfert de compétences et au désengagement du projet : i) faire instituer par les GEL l'élaboration de compte de bilan de façon participative avec les promoteurs pour chaque cycle d'activité et selon la fréquence dans l'année ; ii) organiser une séance d'échange avec tous les opérateurs principalement les GEL sur la nécessité de renforcer la collaboration entre eux et les CARDER pour répondre efficacement aux besoins des promoteurs ; iii) faire instituer la mise en place d'un répertoire de tous les agents de CARDER à contacter selon les types de besoin au niveau du dispositif d'encadrement des OPP et GEL et des promoteurs appuyés.*

38. **Suivi des prestations des partenaires institutionnels.** Des conventions sont signées avec les partenaires institutionnels (structures publiques sectorielles) en vue de leur contribution à l'atteinte des objectifs du PACER. Les conventions signées en 2015 couvrent le premier semestre 2016. Il s'agit notamment de : Laboratoire d'Ecologie Microbienne de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université d'Abomey-Calavi (LEM), Laboratoire de Génétique et de Biotechnologies de l'Université d'Abomey- Calavi (LGB), Centre de Recherche Agricole SUD (CRA-SUD), et Direction Générale de l'Aménagement et de l'Equipement Rural (DGAER). Toutes ces conventions seront évaluées au cours du second semestre 2016.

Composante B « Infrastructures Rurales »

39. **Bas-fonds aménagés.** Les constats et recommandations faits par la mission de supervision de décembre 2015 par rapport aux bas-fonds aménagés restent d'actualité : au total, 270,34 ha de bas-fonds (dont 32 ha à réceptionner le 30 juin 2016) ont été aménagés sur une prévision révisée à la RMP de 405 ha, soit 66,75% de réalisation. Ces 228,33 ha aménagés dans 24 sites répartis sur toute l'étendue du territoire national, sont exploités à 100% par les producteurs en cultures pluviales, soit un taux de 78,46% de la cible (291 ha).

40. **Infrastructures marchandes.** 50 magasins/boutiques ont été construits pour une superficie totale de 6 968,53 m² sur 6 494 m² prévus (107,31%), ce qui fait une capacité de stockage de 8 437 t d'équivalent riz. Le PACER a inscrit dans les cahiers des charges des opérateurs, le suivi de la bonne utilisation des infrastructures marchandes au cours de l'année 2016. Mais l'évaluation de l'accomplissement de cette tâche par les OPP et les GEL a révélé une faible performance de ces opérateurs qui s'expliquerait par une faible importance accordée dans la période de janvier à avril 2016. D'où la recommandation d'un recadrage du travail des OPP, GEL et CARDER par le projet. S'agissant spécifiquement du dossier des deux magasins de commercialisation réalisés depuis 2013 à la demande de l'Association Nationale des Transformateurs de l'Ananas du Bénin (ANaTrAB), *la mission a recommandé au président de cette association de se rapprocher sans délai de la mairie de Malanville et des responsables de Partners for Development pour avoir des accords écrits relatifs aux partenariats en cours de discussion en vue d'une utilisation effective des deux infrastructures.*

41. **Pistes rurales.** Tel que mentionné dans le rapport de la mission de décembre 2015, en raison des difficultés de mobilisation du financement, ce volet avait été supprimé de la composante IR à la Revue à mi-parcours du PACER. Cependant depuis 2014, la BOAD a repris le dossier et a fourni les ressources pour les études de faisabilité et fait des missions périodiques au Bénin pour le suivi du dossier. Il s'agit de la construction/réhabilitation de 250 km de pistes rurales.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Documenter les services rendus aux membres des OPA et s'assurer de l'atteinte du taux de couverture de 70% retenu dans le cadre logique du projet	C/PACER, CSE/PACER	30 septembre 2016
Réaliser une étude spécifique pour apprécier le niveau de développement des 74 MiP viables et des nouveaux MiP financés après Juin 2015 afin de préciser les appuis différenciés encore nécessaires (d'ici la fin de 2016) pour garantir leur viabilité.	C/PACER	31 juillet 2016
Réaliser un audit du SFD CECAC pour clarifier la situation et trouver une issue au différend qui l'oppose au COMADOV	Coordo ProCaR	20 juin 2016
Définir clairement aux SFD impliqués dans les opérations de mise en place des fonds pour les promoteurs, les modalités de la collaboration afin d'éviter tout malentendu pouvant conduire à des conflits et hypothéquer l'atteinte des résultats	C/PACER-Coord/ProCAR	Continue
Appuyer le Pt de l'ANATRAB dans sa démarche d'obtention d'accords écrits de la mairie de Malanville et des responsables de Partners for Development relatifs aux partenariats pour une utilisation effective des deux magasins construits à la demande de son organisation	C/PACER	30 juin 2016

D. État d'avancement de l'exécution du Projet

Suivi-Evaluation des activités du Projet

42. **Suivi-Evaluation.** Le système de suivi évaluation mis en place au niveau du ProCaR dispose d'une base de données informatisée qui répond partiellement aux requêtes sur le suivi des activités des projets. En effet, le système n'est pas totalement opérationnel du fait que certaines activités sont traitées sur Excel (PTBA, Taux d'exécution physique). Les Opérateurs Partenaires Polyvalents (OPP) et les deux GEL (Nord et Sud) assurent le suivi-appui-conseil des 75 microprojets déclarés viables et celui des 28 jeunes PPEA financés par le projet. Quant aux bénéficiaires du PACER financés mais qui ne font plus objet d'appui renforcé, 10 enquêteurs ont été recrutés, comme recommandé par la mission de décembre 2015 et assurent progressivement la collecte et la saisie dans la base de données du projet, des informations relatives à l'évolution de leurs activités. A l'étape actuelle, les données de 205 microprojets ont été saisies et leurs données physiques et financières disponibles.

43. En revanche, la mission a constaté que l'établissement de liens automatiques pour renseigner le niveau d'avancement du cadre de résultats du COSOP en fonction des résultats des projets du ProCaR n'est toujours pas réalisé.

44. Par ailleurs, la mission a échangé avec le cabinet ASH GROUP INTERNATIONAL sur la problématique d'une connexion efficace, de l'hébergement et de sécurisation de la base de données, et lui a demandé de lui soumettre des propositions pour examen. Après examen, la mission est d'avis que la connexion devrait se faire à travers un abonnement par fibre optique. Cette option suppose le raccordement du siège du ProCaR au réseau de fibre optique qui passe le long de la route inter-état Cotonou-Malanville. En ce qui concerne l'hébergement de la base de données, il devra se faire sur un serveur dédié à un utilisateur unique, ce qui présente plus de sécurité pour les données.

45. **Système d'information géographique (SIG).** Il vise à mieux référencer et visualiser les activités et réalisations des projets du ProCaR. Le SIG a été réalisé et installé à la Cellule Suivi-évaluation. La formation des cadres impliqués dans son utilisation a été réalisée en février 2016 avec la participation des trois assistants recrutés pour le PAPSFR. Le répertoire des réalisations du ProCaR comporte désormais les coordonnées géographiques permettant de les représenter sur une carte.

46. **Cohérence PTBA et exécution.** L'analyse de la mise en œuvre financière du PTBA 2016 révèle une bonne cohérence entre les prévisions contenues dans le PTBA et l'exécution. Elle fait ressortir au 30 avril, un taux d'exécution physique estimé à 22,29% (hors BOAD) contre un taux d'exécution financière de 14,8%.

47. La mission a noté quelques incohérences entre les données générées par le SSE et par la passation des marchés en ce qui concerne les infrastructures. Il est important de mettre en cohérence de manière périodique tout le système de suivi-évaluation.

48. **Ciblage géographique et technique.** La mission observe qu'au plan géographique, les critères tels que : le potentiel naturel de développement des filières agricole cibles, la densité des villages par zone d'URA, l'approche « zone de concentration », la définition d'une stratégie de quota par zone d'URA, ont permis dans une certaine mesure, un bon maillage des investissements sur l'ensemble des zones d'intervention. En effet, sur 314 MIP financés, 52% des promoteurs financés sont dans la zone URA-Bohicon³, 22% dans la zone URA-Djougou et 28% URA-Parakou. Cependant plusieurs MIP sont financés sans tenir compte des critères relatifs au potentiel naturel des zones de leur implantation, au potentiel productif du promoteur à financer, dans l'analyse du microprojet avant sa sélection entraînant à la mise en œuvre des investissements coûteux mais non productifs (ex de plusieurs MIP sur le maraichage avec des investissements dans le forage où le coût d'exploitation très élevé ont entraîné l'abandon par leurs promoteurs).

49. Sur le plan technique, la mission observe que conformément à sa stratégie de base, le projet a concentré ses interventions sur la promotion de cinq filières agricoles : les cultures maraîchères, l'ananas (production et transformation), les racines et tubercules (le manioc principalement), le riz et accessoirement le soja. Au plan sectoriel, sur 314 MiP financés, plus de 60% sont axés sur le maillon production principalement la production maraîchère (soit 43%). Les maillons transformation (des racines et tubercules, l'ananas, riz) et commercialisation représentent respectivement 37% et 1,3% des MIP financés. Les filières maraîchères et ananas définies comme des filières stratégiques par le projet du fait de leur importance et leur impact économique sur l'amélioration des revenus des cibles, regroupent près de 54% des promoteurs financés et mobilisent à elles seules près de 80% des subventions qui sont accordés.

50. **Ciblage directe et l'auto-ciblage des bénéficiaires.** Le PACER a mise en œuvre une approche de financement basée sur la demande et articulée autour d'un processus de ciblage participatif inclusif décliné en trois grandes étapes qui ont contribué à la responsabilisation des acteurs à la base dans le processus de leur ciblage, notamment : i) la sensibilisation/information des potentielles cibles sur les opportunités d'appuis offertes par le projet, ii) la mise à disposition des promoteurs d'un accompagnement technique pour le montage de leur micro-projets, iii) la sélection et financement avec une subvention différenciée selon la nature (individuel collectif) et le cout du MiP. Dans le principe, ces dispositions ont contribué à offrir une chance égale à toutes les catégories d'acteurs de bénéficier des appuis du projet et ont facilité l'auto-ciblage. Cependant, à l'opérationnel, l'absence de plafonnement des coûts des investissements à financer, l'absence de MiP type pouvant servir de modèle dans l'évaluation des coûts ont entraîné quelques disparités dans l'attribution des subventions aux promoteurs.

51. Par ailleurs, certains éléments ont constitué des facteurs limitant dans le ciblage des micro et petits entrepreneurs ou acteurs économiques émergents visés comme cibles prioritaires. Il s'agit de : i) la frilosité des SFD à octroyer des crédits adaptés aux producteurs agricoles ; ii) la faible capacité des cibles vulnérables du projet à mobiliser les apports personnels attendus et à présenter des garanties valables pour bénéficier des crédits au près des SFD. En effet, sur une cible 600 promoteurs de MiP attendus dans le DCP, le projet n'a pu atteindre que 314 promoteurs soit seulement 52,33% de l'objectif. De plus, même si la concentration des investissements dans une même zone a favorisé une certaine visibilité des résultats du projet, et un début d'effet sur le terrain, les faiblesses d'encadrement et le flou entretenu par certaines SFD autour des fonds de garantie retenus sur les subventions accordées aux promoteurs (cas du CECAC), n'ont pas permis une optimisation et une utilisation efficiente des investissements consentis par le projet pour générer l'effet attendu.

52. **Ciblage économique et auto ciblage social.** Au plan économique, la mise en œuvre d'un mécanisme de ciblage axé sur l'appui financier et non financier des porteurs de projet a conduit à la création/renforcement et le développement de micro et petites entreprises en amont et en aval des filières retenues. En effet, 423 micro entreprises (233 MPE et 190 AGR) ont bénéficié d'accompagnement pour le montage des projets et 314 de ces promoteurs ont bénéficié de subventions du PACER (183 MPE et 150 AGR). Ces financements ont permis aux hommes, aux

³ Cette zone regroupe 8 départements sur les douze (12) que compte le pays.

femmes et aux jeunes d'avoir accès aux ressources du projet et ont contribué au renforcement de leur participation au développement économique locale et à la création de richesse pour favoriser l'employabilité d'autres vulnérables (fondamentalement les jeunes) toute proportion gardée. Pour les cinq filières promues, les données agrégées par la CSE à fin 2015 montrent que pour 181 promoteurs financés (toutes spéculations confondues), le maraichage à lui seul a généré près de 66% des valeurs ajoutées financières créées dans l'économie locale⁴.

53. En plus de l'investissement dans le financement des MiP, plusieurs facteurs ont été déterminants dans la visibilité de l'intervention du projet sur le terrain, l'émergence économique de certains bénéficiaires et la promotion de l'emploi dans les zones d'implantation des MIP. En effet, les données consolidées sur 128 micro-entrepreneurs ont montrées qu'il y a eu 543 emplois temporaires (soit 361 pour les femmes, 182 pour les hommes et 436 pour les jeunes des deux sexes) et 110 emplois permanents dont 29 pour les femmes et 81 pour les hommes. Les appuis conseils, les sensibilisations et les différents accompagnements ont contribué à la formalisation de plusieurs groupements d'AGR et petites coopérative familiale pour devenir de véritables petites et moyennes entreprises inscrites dans une démarche de qualité (cas de la coopérative Wadaï par exemple). L'ensemble de ces aspects ont constitué des leviers pour l'auto ciblage des bénéficiaires et la promotion de l'exemplarité dans les zones de financement.

54. **Sécurité alimentaire.** Au plan sécuritaire, les filières promues présentent un potentiel important pour le développement rural. Le positionnement stratégique du projet sur des filières prioritaires concourt à l'amélioration de l'offre, la valorisation et la mise en marché des produits agricoles. Ainsi, les producteurs appuyés par le projet ont pu injecter dans le circuit économique 1505,5 t de riz, 45 615 t d'ananas fruits, 165,8 t de soja, 394,28 t de gari. Ces actions ont un impact sur la résilience alimentaire des bénéficiaires et contribuent dans une certaine mesure au renforcement de la dynamique économique locale, à l'émergence de quelques petites entités économiques.

55. **Equité de Genre et autonomisation des femmes.** Sur 314 MiP financés, 40 sont portés par des promoteurs individuels femmes (soit seulement 13%) contre 143 MiP portés les hommes (soit plus de 45,4%). En termes d'appui financier, pendant que les MPE femmes n'ont bénéficié globalement que de 19% environ des subventions mises en place par le PACER, les subventions accordées aux MPE individuels hommes ont mobilisé plus de 68% des ressources allouées aux promoteurs par le projet (soit près de quatre fois la subvention pour les femmes). Cette situation dénote de l'absence d'une stratégie genre dans la mise en œuvre du projet. Par ailleurs, sur les 131 MIP financés au profit des personnes morales, il n'y a que 35 qui soient portés par les groupements féminins. Même si les femmes dominent dans les 84 G/AGR mixtes financées, les difficultés d'organisation et de financement, les contraintes d'ordre socioculturelles et l'absence d'une démarche de suivi et d'analyse genre n'ont pas permis de prendre des dispositions idoines en amont pour un accompagnement spécifiques susceptibles de conduire ces AGR vers une certaine viabilité.

56. Le chiffre d'affaire moyen des micro-projets portés par hommes est supérieur de 81,34 % à celui des femmes. Ces faiblesses ont contribué au décrochage de plusieurs groupements d'AGR de femmes. Par exemple sur les 74 MPE/AGR retenus comme potentiellement viables, il n'y a que 16 MPE femmes et 19 AGR toute catégorie confondue. Le MiP portés par des AGR femmes qui sont retenus viable constituent seulement environ 10,74% des AGR financés. Une attention soutenue de la part des opérateurs de terrain (OPP, GEL et CARDER) est recommandée pour aider ces quelques AGR et les promotrices individuelles femmes à une meilleure organisation et une meilleure performance pour servir de tremplin aux membres ou contribuer à une réelle autonomisation des cibles féminines restantes à l'image des promotrices comme Dames Gnanmadi Rita, Montcho Blandine et Elisabeth Akpéyékpó (visitées par la mission) qui constituent des cas de succès assez illustratifs d'une certaine émancipation due à l'appui obtenu du projet.

57. Cependant, en termes de représentativité dans les organes de décision, l'intervention du projet a conduit de manière directe ou indirecte à la promotion de 50,27% de femmes dans les organes de décision des coopératives villageoises et 30% des organes de gestion des unions communales. Sur 580 producteurs exploitant des bas-fonds aménagés et mis en valeur, il y a 50% de femmes. La mission a pu observer sur le terrain, des promoteurs de MiP financés (femmes et hommes), qui ont acquis grâce à l'intervention du projet, un bien-être économique et une certaine aisance grâce à la mise en œuvre de leurs activités qui induisent plus de considération sur le plan social.

⁴ En 2016, pour 184 promoteurs qui ont travaillé au premier trimestre de l'année et dont les données ont été entrées dans la base, le maraichage a généré près de 57% des valeurs ajoutées créées par l'ensemble des filières promues.

58. L'absence de formation des prestataires sur la stratégie et les outils d'analyse genre, l'absence de mécanisme discriminatoire dans la sélection et le financement des microprojets des femmes et des jeunes, l'absence de données sexo-spécifiques sur l'ensemble des promoteurs bénéficiaires des appuis du projet dans la base de donnée, la ventilation de quelques données existantes sur les indicateurs de suivi ou de résultats par sexe mais ni par âge et par catégorie sociale sont des faiblesses qui ne permettent pas de déterminer facilement le nombre de bénéficiaires par classe sociale impactées à travers le financement des MiP ni au niveau de l'exploitation des infrastructures sociocommunautaires et marchandes réalisées ni par rapport à la facilitation de l'accès aux marchés. L'accélération du renseignement de la base de données et une analyse genre appropriée de ces données est d'une nécessité capitale dans la mise en œuvre des actions restantes et dans la préparation du rapport d'achèvement du projet.

59. **Inclusion des jeunes.** L'effort consenti par le projet dans la facilitation de l'accès au financement des 33 jeunes (dont 3 femmes) du PPEA de la tranche 20-35 ans a contribué à l'évolution de l'indicateur lié à l'employabilité des jeunes. Mais les financements étant nouvellement mis en place, il n'y a pas encore de données suffisantes pour apprécier la contribution du projet à l'évolution de ces jeunes micro-entrepreneurs. De manière globale, les données agrégées par la CSE indiquent qu'il a eu 653 emplois créés par les MPE/AGR, 436 ont été pour les jeunes de 15 à 35 ans des deux sexes.

60. **Communication et gestion des savoirs.** La mise en œuvre de la stratégie de communication et de gestion des savoirs du ProCaR a démarré en 2016. Elle se concentre plus sur les activités de communication et de visibilité que sur la gestion des savoirs.

61. La préparation des TdR pour le recrutement d'un consultant devant réaliser un film documentaire de 26 minutes sur les activités et les résultats du PACER à diffuser sur les antennes des chaînes de télévision béninoises et une vidéo résumée en cinq minutes destinée au FIDA. La première édition du magazine ProCaR Info est en cours de rédaction ; cependant, la maquette nécessite encore quelques corrections. La réactivation du site web (procar-benin.net) est également en cours. La communication radiophonique à travers les chaînes de proximité est prévue pour démarrer au début du mois d'août 2016. 18 radios ont été sélectionnées sur la base de l'étude de l'univers médiatique faite par le RGSC; il reste à finaliser le contrat type des radios et le procès-verbal de sélection.

62. En ce qui concerne la capitalisation et la gestion des savoirs, le PACER est en train de préparer la documentation de quelques cas de succès des MiP (MPE ou AGR), des consortia filières, et de l'expérience issue des salons chaînes de valeur ajoutées (CVA) avec un focus particulier sur la mise en relation entre les différents acteurs et la réalisation de contrats d'affaires. En vue de l'achèvement imminent du projet, la mission recommande d'élaborer, imprimer et disséminer deux ou trois livrets de capitalisation sur les innovations et les bonnes pratiques générées par le PACER (salons CVA et consortia filières par exemple). Le ProCaR devra également réfléchir sur l'élaboration d'un support de capitalisation sur les jeunes (surtout les jeunes PPEA) appuyés par le PACER, pour qu'ils puissent constituer un modèle pour d'autres jeunes entrepreneurs agricoles. Il était aussi prévu d'organiser une formation sur la capitalisation aux cadres du ProCaR par un consultant national. La formation n'a pas encore eu lieu. *La mission recommande d'estimer les besoins (techniques de rédaction, différents supports de capitalisation, etc.) concernant le renforcement de capacité des cadres du ProCaR, mais aussi d'éventuels autres partenaires de mise en œuvre, sur la capitalisation et la gestion des savoirs et de procéder à l'organisation d'une séance de formation.*

63. **Innovations.** Le concept de consortium-filière opérationnalisé par le PACER qui met en réseau un ensemble de producteurs ou de groupements de producteurs d'une part, et une entreprise transformatrice/exportatrice ou une organisation paysanne appelée « tête de pont » d'autre part, dans l'intérêt bien compris des deux parties a permis d'assurer un approvisionnement en intrants de qualité pour les premiers, la fourniture de produits de qualité en quantité suffisante et l'accès à un marché sécurisé pour les seconds. Six consortia ont été opérationnels dont trois dans la filière ananas, deux dans la filière riz et un dans la filière maraîchage et ont permis au projet de mettre en place 964,7 tonnes d'engrais.

64. L'organisation de salons des chaînes de valeurs ajoutées (CVA) (courant août-octobre 2015) réunissant les acteurs (fournisseurs de semences, producteurs, transformateurs, commerçants, les structures financières décentralisées et les services d'encadrement) d'une même filière, dans les différentes régions du pays. Les salons CVA ont comme objectif la création ou le renforcement des liens d'affaires efficaces et durables entre les acteurs des CVA, en particulier à travers la

formalisation/contractualisation de ces liens. Au total, 25 salons CVA ont été organisés; ils ont connu la participation des représentants de 295 MPE/AGR, dont 26% sont des femmes. Des effets immédiats sont déjà visibles : 31 contrats formels sont déjà signés entre acteurs des CVA de quatre filières (riz, ananas, maraîchage, manioc) dans six communes. Ces nouvelles relations d'affaires profitent déjà à 116 bénéficiaires du PACER dont 92 femmes (provenant de 13 MPE et sept groupements d'AGR).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Assurer une connexion internet à travers un abonnement par fibre optique, donc un raccordement au réseau le long de la route Cotonou-Malanville. Procéder à l'hébergement de la base de données sur un serveur dédié.	RSE, Coordo ProCaR, ASH Group International	30/11/2016
Renforcer la ventilation de l'ensemble des données de la base à la fois par sexe, par âge et par catégorie sociale et organiser des collectes spécifiques sur la contribution du projet à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion des jeunes.	RSE et Chef projet	Immédiat et continu
Focaliser l'intervention des structures prestataires sur le renforcement de la viabilité économique et social des entreprises des MPE et G/AGR principalement celles des femmes et des jeunes	OPP, GEL, CARDER et URA	Immédiat et continu
Procéder à l'élaboration des documents de capitalisation sur les bonnes pratiques et les innovations du PACER.	RGSC / C-PACER	Décembre 2016
Estimer les besoins en renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des savoirs et la capitalisation, et organiser une séance de formation.	CSE / RGSC	Juillet 2016

E. Aspects fiduciaires

65. **Situation d'ensemble.** Au plan des performances opérationnelles, le taux de décaissement réel est de 89,86% à sept mois de la date d'achèvement du Projet, avec un taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2010/2016 (30/04/16) de 73,43%. En matière de contrepartie, la comptabilisation effectuée en 2015 des régularisations de taxes sur les opérations qui ont été enregistrées depuis le démarrage du Projet pour un montant total de 631 007 990 FCFA, a permis d'atteindre un taux de réalisation de 44,73%. Enfin, les contributions des bénéficiaires et des IMF sont respectivement de 42,52% et 7,20%. En ce qui concerne les échéances contractuelles, les états financiers 2015 et leurs annexes ont été transmis au FIDA dans les délais requis le 18/03/16. Il en sera de même du rapport d'audit dont la version provisoire vient d'être disponible. Par ailleurs, les rapports financiers trimestriels intérimaires de 2015 ainsi que celui du premier trimestre 2016 ont été régulièrement envoyés au FIDA à bonnes dates (17/04/15, 24/07/15, 10/10/2015, 03/02/16 et 07/05/16). Enfin, les situations administratives, financières et comptables nécessaires à la présente revue ont été rendues disponibles au démarrage de la mission.

66. **Immobilisations.** Les pré-inventaires de clôture des comptes 2015 ont été effectués du 15 au 20/12/15 au niveau de l'UCP et des URA. Ces éléments ont été validés le 05/01/16 par l'Inspection Générale et la Direction des Ressources Financières et du Matériel (DRFM) du Ministère de l'Agriculture. Les procès-verbaux y relatifs ont permis d'effectuer, au cours de l'arrêté des comptes, le rapprochement des éléments physiques avec les données comptables et d'élaborer le rapport d'inventaire qui a été mis à la disposition des auditeurs.

67. **Gestion du personnel.** L'effectif du personnel du PACER est de 28 employés dont 13/UCP (03 cadres et 10 agents d'exécution) 15/URA (03 cadres, 03 agents d'appui et 09 agents d'exécution). Le personnel du PROCAR est pris en charge par le PAPSFRA. La couverture médicale et pharmaceutique, à 80%, est assurée à travers une police d'assurance maladie payée sur les fonds du Projet. En matière d'évaluation, les performances du personnel sont évaluées trimestriellement conformément aux dispositions du manuel de procédures. Les quatre rapports d'évaluation l'année 2015 et celui du premier trimestre 2016 sont disponibles. Il en ressort que les notes décernées sont en général relativement élevées et ne sont en adéquation avec le niveau de performance globale de la mise en œuvre des activités projets. A cet égard, le seuil des 16 points requis pour éviter une ponction sur le salaire, mérite d'être revu. A date, le problème de l'harmonisation des barèmes liés à la gestion des performances entre le contrat de travail et la note de service administrative n'est pas encore résolu.

68. Par ailleurs et en conformité avec la recommandation de la mission de supervision de juin 2015, les deux responsables de composantes et les trois responsables d'URA du Projet ont cessé leurs activités le 31/12/15. Leurs droits, calculés sur base des dispositions réglementaires en vigueur leur ont été versés pour un montant total de 11 925 000 FCFA. A la date d'achèvement du 31/12/16, 16 autres seront libérés avec des droits qui se chiffrent à 18 130 800 FCFA. Il en sera de même pour les 12 restants jusqu'à la date de clôture du Projet du 30/06/17 dont les indemnités seront de 12 562 800 FCFA.

Gestion financière et décaissements

69. Programme de Travail et Budget Annuels 2015. Le PTBA 2015 se chiffre (en milliers) à 2 934 237 FCFA dont : 2 296 152 FCFA/FIDA (78,25%) ; 78 930 FCFA/Etat (2,70%) ; 122 180 FCFA/Bénéficiaires (4,16%) et 436 975 FCFA/IMF (14,89%). Au 31/12/2015, le montant total exécuté est de 2 802 625 milliers FCFA, soit un taux d'exécution de 95,51% et des taux par bailleur de : 82,00%/FIDA ; 843,40%/Etat ; 121,69%/Bénéficiaires et 24,09%/IMF. Les taux de réalisation des composantes sont de : 79,30%/C1 ; 322,66%/C2 et 79,97%/C3. Le taux d'exécution exceptionnel de l'état est dû essentiellement à la prise en charge comptable en 2015 des régularisations de taxes sur les opérations qui ont été enregistrées depuis le démarrage du Projet pour un montant total de 631 007 990 FCFA. Cette opération a également affecté favorablement le taux d'exécution de la composante 2.

70. PTBA d'achèvement 2016. Il s'agit du PTBA d'achèvement du Projet, sur 12 mois, du 01/01/16 au 31/12/16, avec un personnel allégé à partir du 31/12/15 et une exécution des activités essentiellement centrée sur les opérations de consolidation des 75 microprojets jugés viables. Ce PTBA a pris également en compte les activités de clôture (du 01/01/17 au 30/06/17) notamment : i) les charges de salaires du personnel réduit de clôture et le fonctionnement de la période ; ii) les coûts des audits des comptes arrêtés au 31/12/16, au 30/06/17 ; iii) les dépenses relatives aux études thématiques et d'impact ainsi qu'au rapport d'achèvement ; iv) une provision éventuelle pour les retenues de garantie sur les marchés de travaux. Ce PTBA a été transmis en troisième soumission au FIDA le 07/03/16 avec une non objection le 09/03/16. Il se chiffre (en milliers) à 1 425 590 FCFA dont : 1 229 016 FCFA/FIDA (86,21%) ; 36 805 FCFA/Etat (2,58%) ; 87 341 FCFA/Bénéficiaires (6,13%) et 72 428 FCFA/IMF (5,08%). Au 30/04/2016, le montant total exécuté est de 213 335 milliers FCFA, soit un taux d'exécution de 14,96% et des taux par bailleur de : 16,84%/FIDA ; 0,43%/Etat ; 1,58%/Bénéficiaires et 6,63%/IMF. Les taux de réalisation des composantes sont de : 16,41%/C1 ; 6,67%/C2 et 15,24%/C3. Par rapport à la période de référence, le taux d'exécution du PTBA 2016 est relativement faible.

71. La mission rappelle l'importance que revêt le suivi rapproché de l'exécution des activités d'achèvement. En effet, elles doivent être réceptionnées au plus tard le 31/12/2016, faute de quoi, les dépenses y relatives ne seront pas honorées par le FIDA. Ainsi, les réceptions provisoires des travaux, les livraisons de fourniture, les remises de rapports définitifs de services de consultants etc. devront intervenir avant cette date. Un plan de décaissement prévisionnel devra être élaboré pour assurer la disponibilité des ressources nécessaires à l'exécution optimale des activités planifiées.

72. Suivi des PTBA. En matière de performance d'exécution budgétaire, les taux enregistrés sur la période 2011/2016 sont de : 52%/2011 ; 50%/2012 ; 113%/2013 ; 74%/2014 ; 96%/2015 et 14,96% au 30/04/16. A date, les prévisions cumulées se chiffrent en milliers, à 12 973 717 FCFA, pour un cumul des réalisations de 9 527 130 FCF, soit un taux moyen d'exécution sur la période est de 73,43%.

73. Déboursements/bailleurs. Le coût total (en milliers) du programme dans le DCP, hors BOAD, est de 35 180 USD dont : 17 924 USD/prêt/don FIDA ; 4 388 USD/Etat ; 2 931 USD/Bénéficiaires et 9 937 USD/IMF. Au 30/04/16, le montant total réalisé est de 20 003,80 milliers de USD, soit un taux d'exécution global de 56,89%. Les déboursements (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : prêt/don FIDA /16 126, 72 USD (89, 97%) ; Etat/1 962, 89USD (44, 73%) ; Bénéficiaires/1 208 74USD (41,23%) ; IMF/715,73 USD (7,20%). En ce qui concerne les composantes, les résultats se présentent comme suit (en milliers) : 12 176,59 USD /composante 1 (47,70%) ; 3 346,70 USD/composante 2 (57,78%) et 4 490,50 USD/composante 3 (116,24%).

74. Décaissements Prêt/Don FIDA. Au 30/04/2016, les décaissements réels à la DRF n° 52 totalisent un montant de 10 782 650,72 DTS sur une dotation initiale de 12 millions de DTS, soit un taux de décaissement réel de 89,86%, ce qui est « satisfaisant » au regard de l'appréciation des

Profils de Décaissement par type de Projet du FIDA (PDP). Actuellement le taux de décaissement réel de chacune des catégories VII 'Salaires' et VIII 'Entretien et Fonctionnement' sont respectivement de 100,79% et 93,46%. A cet égard, les estimations faites par le Projet permettront d'assurer la mobilisation des ressources de ces catégories en deçà de 130%.

75. Compte spécial Prêt/Don/FIDA. Le rapprochement du compte spécial au 30/04/2016 met en évidence un montant reconstitué de 883 555 478 FCFA sur un solde de l'avance initiale 883 165 478 FCFA, soit un écart en plus dans le compte de 390 000 FCFA (-0,04%/CS) correspondant à trois chèques en circulation non encore encaissés par le prestataire SUNTREV. Les soldes du compte spécial et de caisse se chiffrent à 646 879 783 FCFA (73,25%/CS). Le montant provisoire de la DRF 53 en préparation à l'UCP est de 206 878 660 FCFA (23,42%/CS). Les sommes prélevées du compte spécial en cours de justification (avances faites aux URA) sont de 31 134 029 FCFA (3,52%/CS). Les intérêts créditeurs à extourner du compte et à virer dans le compte de contrepartie sont de 1 336 994 FCFA (0,15%/CS).

76. Récupération de l'avance initiale Prêt/Don/FIDA. Le plan de récupération de l'avance initiale envoyé au FIDA en juillet 2015 comporte neuf DRF sur une période allant du 30/07/15 au 30/06/2017. Au 30/04/16, un montant de 716 834 522 FCFA (44, 80%)/880 805,98 DTS a été récupéré à la DRF 52 pour un solde du compte spécial de 883 165 478 FCFA/1 161 098,42DTS. Le solde du compte du Prêt/Don est de 1 217 349,28 DTS.

77. Trésorerie disponible. Au 30/04/2016, les disponibles en banques/caisses s'élèvent à 646 879 783 FCFA dont : 543 526 628 FCFA/CS/BCEAO ; 102 109 293 FCFA/CS/BOA ; 998 728 FCFA/Compte/Guichet A et 245 139 FCFA/Caisse/UCP. A la même date, les dettes et les engagements concernant les organismes sociaux (CNSS et IPTS) et les fournisseurs/prestataires sont respectivement de 3 946 419 FCFA et 353 501 772 pour un total de 357 448 191 FCFA sur lequel 47 719 568 FCFA ont été payés en mai.

78. **Financement de la contrepartie.** Les prévisions en matière de contrepartie sur la durée de mise en œuvre du Projet s'élèvent à 4 388 000 USD dont 2 245 040 USD/taxes et 1 842 960 USD/numéraire. A cet égard, sur les prévisions des PTBA 2011 à 2016 un montant total de 641 678 020 FCFA a été budgétisé pour la contrepartie en numéraire (celle sous forme de taxes n'a pas fait l'objet de prévisions). Au 30/04/2016, 309 926 464 FCFA ont été réalisés, soit 48,30% des prévisions en numéraires inscrites dans les PTBA. Suite à la recommandation de la dernière mission de supervision, la contrepartie taxes a été revue depuis le démarrage du Projet et régularisée dans la comptabilité pour un montant de 631 007 990 FCFA, portant le total des taxes à 671 513 654 FCFA. Ces réalisations représentent : 44,73% de la contrepartie totale prévue pour la mise en œuvre du Projet ; 59,82% des taxes et 33,63% de celle exprimée en numéraire. En ce qui concerne la contrepartie 2016, 36 805 020 FCFA ont été prévus au PTBA et seront engagés dès l'ouverture du SIGFIP.

79. **Financement des microprojets.** En matière de contribution des bénéficiaires pour la mise en œuvre des microprojets, il y a lieu de considérer qu'elle est constituée de leur participation directe en numéraire et/ou en nature (475 454 589 FCFA) à laquelle il faut ajouter celle indirecte constituée des compléments de financement obtenus auprès des IMF partenaires comptabilisés, à date pour un montant total de 462 725 403 FCFA, sur la base des dossiers des conventions de cofinancement. Suite aux observations de la dernière mission de supervision, un travail de reconstitution, effectué auprès des SFD partenaires et des porteurs de microprojets, a permis d'obtenir les montants réels de ces contributions qui sont arrêtées au 30/04/16 à 604 229 365 FCFA/Bénéficiaires et à 357 869 769 FCFA/SFD. A cet égard, le Chef/Projet et le RSE devront faire parvenir au RAF de façon formelle toute la documentation nécessaire pour une régularisation comptable urgente de ces situations. Par ailleurs et à titre informatif, sur les crédits octroyés par les SFD, un montant de 140 648 780 FCFA a été remboursé soit 64% des montants échus qui se chiffrent à 221 055 690 FCFA. Avec les régularisations comptables, les montants financés pour la mise en œuvre des microprojets vont se chiffrer à 1 703 929 994 FCFA dont : 741 830 860 FCFA/Fonds d'appui aux filières (43,53%) ; 604 229 365 FCFA/Bénéficiaires (35,46%) et à 357 869 769 FCFA/SFD (21%). A titre rappel, le taux d'exécution de la catégorie IV "fonds d'appui aux filières" à la DRF n° 52 est de 71,28% sur le prêt et le don, avec un solde résiduel total sur cette catégorie (prêt/don) de 672 128,88 DTS, soit 552 708 180 FCFA (1 DTS égal 822,3247 FCFA).

80. **Contribution des Bénéficiaires.** Elle est estimée en milliers à 2 931 USD sur la durée d'exécution du Projet dont : 433 USD/aménagements et infrastructures et 2 498 USD/fonds d'appui

aux filières. Au 30/04/16, le montant total réalisé est de 623 143 milliers de FCFA, soit 1 246,28 USD dont 604 229/FCFA/1 208,45 USD au titre des microprojets (96,96%) et 18 913 FCFA/37,83 USD pour les travaux (3,04%). Ces résultats représentent : 42,52% de la contribution totale attendue ; 8,74% de celle des travaux et 48,38% pour les microprojets. Le niveau de contribution pour les travaux reste peu significatif. A cet égard, il est important d'en assurer une revue complète pour une prise comptable optimale avant l'achèvement du Projet, sous l'éclairage des dispositions prises lors de la revue à mi-parcours.

Recouvrement des crédits/intrants. Au 30/04/16, le montant total des crédits mis en place est de 264 432 000 FCFA dont : i) 76 742 000 FCFA au titre de l'année 2011 et remboursés à hauteur de 96,97% (74 415 000 FCFA) et, ii) 187 690 000 pour la période 2012/2014 et dont le taux de récupération se situe à 51,48% (96 615 340 FCFA) ; un versement 38 500 000 FCFA intervenu le 26/05/16 porte ce taux à 72%. Il reste encore à mobiliser 54 901 660 FCFA dont 2 327 000 FCFA/2011 et 52 574 660/ 2012-2014. Au 30/04/16, le compte PACER/Intrants affichait un solde créditeur de 191 951 503 FCFA qui a été porté en mai à 229 551 453 FCFA. La mise en place d'un mécanisme durable de reconstitution des fonds intrants devra se faire en relation avec le ministère de tutelle dans la mesure où les ressources y relatives restent dévolues à l'Etat.

81. Fonds National de Microfinance (FNM). Un montant de 350 600 000 FCFA a été mis à la disposition du FNM dans le cadre de la gestion d'une ligne de refinancement des systèmes financiers décentralisés (SFD) partenaires (DPD n° 37 du 26/08/14 de 175 300 000 FCFA et DPD n° 47 du 16/12/14 de 175 300 000 FCFA). Le 20/01/16, le FNM a retourné au Projet un montant provisoire de 158 986 595 FCFA après déduction des montants refinancés et de ses frais de gestion. Ce montant auquel s'est ajouté le remboursement de "FRUIT TILOU" de 35 000 000 FCFA a servi à financer : i) 33 microprojets de PPEA/121 624 752 FCFA ; ii) RETRATO/17 844 000 FCFA ; iii) microprojets d'extension de la production/22 584 000 FCFA. Le solde résiduel en attente d'affectation est de 31 933 843 FCFA.

Dispositions de l'Accord de financement

82. Passation des marchés. Les supports de gestion du processus de passation des marchés/contractualisation sont disponibles et à jour notamment le registre des contrats, le registre des conventions, le tableau de suivi de l'exécution physique et financière des contrats/conventions en cours. En outre, la base de données des fournisseurs/prestataires actualisée en 2015 suite à une demande de manifestation d'intérêt est mise à jour. Par ailleurs, l'examen de la mise en œuvre du PPM 2016, hors conventions, met en évidence des niveaux de réalisation physique/financière de : i) 42,11%/0% pour les services de consultants et ii) 25%/0% pour les biens/fournitures. Pour la bonne règle, deux marchés de prestations intellectuelles signés en avril (2 620 000 FCFA) et mai 2016 (3 048 400 FCFA) suite à un appel à candidatures ouvert et une entente directe, ont été passés en revue. Les dossiers sont bien ordonnés avec un classement exhaustif des éléments de justification (lettres d'invitation et avis, ANO, PV d'ouverture des plis, d'analyse et d'attribution, PV de négociation, contrats enregistrés etc.). La mission note par ailleurs que les recommandations formulées sont mises en œuvre. Elle constate également une bonne application des dispositions de l'accord de prêt, de la réglementation nationale en matière de passation des marchés et des dispositions contractuelles en matière de cautionnement des contrats.

83. Protocoles et conventions. Pour l'année 2016, sur 10 conventions d'un montant total de 118 725 536 FCFA, quatre sont signées, à date et sont en cours d'exécution pour un montant de 82 980 000 FCFA et six encours de signature, pour un montant de 35 745 536 FCFA. Les décaissements effectués en mai 2016 se chiffrent à 22 590 000 FCFA.

84. Retenues de garantie. Les retenues de garantie prélevées pour les contrats échus de 2011, 2012, 2013 et 2014 (35 912 318 FCFA) et celles à opérer sur les contrats en cours de 2015 (20 567 185 FCFA) totalisent un montant de 56 479 503 FCFA. La régularisation de ces situations revêt un caractère urgent. A cet égard, les contrats 013, 014, 015, 016/2014 et 001, 002, 003, 004, 005, 006/2015 devront faire l'objet de réceptions définitives avant le 31/08/16. Par ailleurs, la réception provisoire du marché n° 323/MEF/MAEP/DNCMP/SP du 11/08/15, dont l'exécution était prévue pour trois, devra être effectuée avant le 30/06/16.

85. Etat certifiés des dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur la totalité des 117 éléments de la DRF n° 52 en fonction du seuil unique de 35 000 USD applicable à toutes les catégories de

dépenses. Globalement, les dossiers de règlement sont facilement accessibles et bien classés. Le processus de contrôle est suffisamment opérationnel. Cependant, il y a lieu d'améliorer la consistance des liasses de règlement en prenant en compte les éléments suivants : i) lorsqu'une ligne de dépenses est constituée de plusieurs paiements, il faut établir une fiche récapitulative pour faciliter le contrôle ; ii) la prise en charge des bénéficiaires lors des séminaires/ateliers et autres manifestations doit être matérialisée par une liste émargée des personnes concernées qui sera jointe à la facture du réceptif hôtelier ; iii) en plus du visa du RAF visible sur toutes les factures, il faut ajouter le cachet de certification "service fait" ou "fourniture faite" ; iv) l'acquittement des paiements effectués au profit des personnes morales doit être accompagné des cachets de celles-ci ; v) le compostage des factures "payé" doit être complété par les mentions de règlement ; vi) l'adjonction, aux liasses de règlement, des bordereaux de remises de chèques émargés, doit être systématique ; il en est de même des états de salaires à joindre aux états de paiement. En ce qui concerne les missions, les éléments essentiels de la documentation sont disponibles (ordres de mission visés par les personnes ad hoc, TDR, budgets, demandes de fonds 80%, décomptes 20% et rapports). Par contre, il est nécessaire de revoir les supports de paiement des 80% et 20% des frais de mission et d'établir un décompte à part pour les avances pour autres frais tels que le carburant et les frais de péage. Cependant en ce qui concerne, les délais de remise des rapports et ce, conformément aux dispositions du manuel de procédures, des améliorations sont encore nécessaires.

Comptabilité, Audit et Supervision

86. Comptabilités 2015 et 2016. Les états financiers de l'exercice 2015 (bilan et TER) et leurs annexes (reconstitution du compte spécial, balance générale, registre des DRF/DPD, suivi budgétaire et immobilisations) ont été transmis au FIDA dans les délais requis le 18/03/16. La comptabilité de 2016 est à jour au 30/04/16 et les extrants vérifiables ont été rendus disponibles notamment les grands livres (général et analytique) ainsi que les balances avant les reports à nouveau 2015 qui doivent être validés par l'audit en cours de finalisation. Les rapprochements bancaires mensuels du compte spécial comportent trois écritures en suspens pour un montant total de 390 000 FCFA dont une de plus d'un an qu'il faudra régulariser en relation avec le bénéficiaire et la BOA. Ces rapprochements, élaborés par le Comptable et validés par le RAF, sont soumis au Coordonnateur de même que les reconstitutions du compte spécial qui sont actuellement élaborées mensuellement. Concernant les opérations de la caisse de menues dépenses, elles devront être en adéquation avec le manuel de procédures notamment en matière de plafond, de dépense maximale et de seuil de réapprovisionnement. Enfin l'alimentation de fonds des URA et la justification des ressources mises à disposition, n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures.

87. Audit des comptes 2015. Les rapports provisoires de l'audit des comptes 2015 ont été transmis au Projet le 03/06/16. Les états financiers 2015 du Projet ont été certifiés sans réserve. Les clauses des contrats et conventions avec les partenaires ont été dans leurs aspects les plus indicatifs respectés. Les ECD ne présentent pas de dépenses inéligibles et sont appuyées de pièces justificatives probantes. L'état de rapprochement du compte spécial est suffisamment fiable pour justifier son solde au 31/12/2015.

88. Suivi/Supervision. La mise en œuvre des recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision est satisfaisante.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre les dispositions nécessaires pour acquitter les droits du personnel concerné à l'achèvement et à la clôture.	Coordo/RAF	31/12/16 et 30/06/17
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial relatif à trois chèques en circulation de 390 000 FCFA.	RAF /Comptable	30/06/2016
Assurer le respect des différentes échéances du plan de récupération de l'avance initiale Prêt/Don.	RAF /Comptable	Pour mémoire
Apurer les dettes et les engagements du projet.	Coordo/ RAF	30/09/2016
Engager la contrepartie de l'Etat dès l'ouverture du SIGFIP	RAF /comptable	30/09/2016
Transmettre formellement au RAF toute la documentation nécessaire relative aux crédits mis en place par les SFD partenaires au profit des porteurs de microprojets ainsi que les apports personnels desdits porteurs afin d'assurer une régularisation comptable ces contributions dans la mise en œuvre des activités du PACER	Chef Projet/RSE/RAF/ Comptable	30/06/2016
Revoir la contribution des bénéficiaires sur les aménagements	RAF /comptable	31/12/2016

et les infrastructures pour la rendre plus significative avant l'achèvement du projet.		
Utiliser les ressources du compte PACER/Intrants dans le cadre de la mise en place d'un mécanisme durable de reconstitution des fonds intrants en relation avec le ministère de tutelle.	Coordo/chef projet/ RAF	Pour mémoire
Prendre les dispositions nécessaires pour effectuer les réceptions définitives des contrats et marchés concernés, et rembourser les retenues de garanties des travaux effectués de 2011 à 2014.	RPM/ RAF	30/09/2016
Prendre en compte toutes les améliorations proposées dans le cadre de la revue des ECD	RAF/Comptable/AC	Pour mémoire
Mettre en adéquations les opérations de caisse avec les dispositions du manuel de procédures.	RAF/Comptable/AC	Pour mémoire
Transmettre les versions finales du rapport d'audit 2015 au FIDA	Coordo/RAF	20/06/2016

F. Durabilité

89. **Durabilité institutionnelle.** L'ancrage institutionnel du Projet à la Direction de Programmation et de la Prospective (DPP) du MAEP lui permet de bénéficier de l'appui des CARDER, structures pérennes de l'Etat, qui offrent aux bénéficiaires du projet des conditions favorables à la durabilité du suivi et de l'appui de l'Etat. Dans le même ordre d'idée, la durabilité institutionnelle des organisations rurales s'inscrit dans une logique d'intégration des exigences de la déconcentration et de la décentralisation. Les efforts faits par le PACER pour une implication des mairies dans la cogestion des infrastructures de marché s'inscrivent dans le renforcement institutionnel nécessaire à la pérennisation de ces infrastructures même si pour le moment cette initiative peine à se concrétiser.

90. **Durabilité sociale.** Le financement des jeunes et des femmes peut contribuer au plan local à une dynamique sociale concourant : (i) à la fixation et à l'émulation des jeunes dans les métiers agricoles à travers le partage de l'exemplarité auprès d'autres jeunes ; (ii) à l'entraide et la consolidation non seulement des liens d'affaires entre producteurs et transformateurs mais aussi des liens sociaux. Cependant, cette durabilité exige encore du temps et des actions bien ciblées.

91. **Durabilité économique et financière.** La réorientation des interventions des structures d'interfaces (OPP et GEL) vers le renforcement de la viabilité économique et sociale des entreprises (les MPE/AGR) est gage de durabilité. La capacité des promoteurs viables du projet à recourir aux Services Financiers Décentralisés (SFD) pour financer leurs activités et conduire leurs entreprises à un seuil susceptible de leur faire atteindre des volumes d'affaires suffisants est un indice de durabilité économique du PACER. Le renforcement technique et financier des Associations de Services Financiers (ASF) par le PAPSFA offrira aux promoteurs appuyés par le PACER les possibilités de recours aux offres de ces institutions pour la promotion de leurs entreprises. Par ailleurs, le dynamisme acquis par les acteurs des chaînes de valeur ajoutée (CVA) des filières appuyées suite aux salons CVA a induit des relations d'affaires solides de proximité qui perdureront entre lesdits acteurs.

92. **Durabilité technique.** Le paquet d'accompagnement technique multi-acteurs des bénéficiaires a donné quelques résultats perceptibles au niveau des promoteurs. Cependant, des insuffisances persistent et nécessitent un renforcement des relations entre promoteurs, et entre ceux-ci et les CARDER.

93. **Stratégie de pérennisation de l'approvisionnement des bénéficiaires en intrants.** Dans le cadre de la pérennisation du mécanisme intrants, il est prévu que les fonds-intrants récupérés servent à soutenir le mécanisme de pérennisation de l'approvisionnement en intrants des bénéficiaires du ProCaR. Par nature, ces fonds étant dévolus à l'Etat, cette initiative devra être discutée au préalable avec le Ministère de tutelle. A l'étape actuelle, les réflexions sur le sujet permettent de retenir que le Fonds Intrants du PACER pourrait constituer un fonds de garantie qui permettrait de faciliter l'accès au crédit des coopératives/consortiums bénéficiaires du mécanisme. A cet effet, ce fonds pourrait jouer le triple rôle de : (i) fonds levier à loger auprès des SFD (à sélectionner) qui seront engagés dans la mise en place de crédits aux coopératives/consortiums demandeurs d'intrants afin que ces derniers puissent payer au comptant les livraisons qui leur seront faites par le fournisseur (la Centrale d'Achat des Intrants Agricoles : CAIA) ; et (ii) moyen d'assouplissement des conditions d'octroi de crédits auxdits coopératives et consortiums (notamment la bonification des taux d'intérêt). *La mission*

recommande au PACER d'étudier avec le Ministère de tutelle, les possibilités et conditions d'utilisation du fonds-intrants du PACER pour la mise en œuvre de l'initiative du mécanisme de pérennisation de l'approvisionnement en intrants des bénéficiaires du ProCaR.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Examiner avec le Ministère de tutelle, les possibilités et conditions d'utilisation du fonds-intrants du PACER pour la mise en œuvre de l'initiative "mécanisme de pérennisation de l'approvisionnement en intrants des bénéficiaires du ProCaR"	MAEP, C/PACER, RAF, FIDA	30 septembre 2016

G. Partenariat

94. Le PACER a dans sa stratégie d'intervention noué des partenariats non seulement avec des structures à caractère privé mais aussi avec des structures étatiques.

95. Les ONG dénommées Opérateurs Partenaires Polyvalents et les deux Guichets d'Economie Locale (GEL Nord-Bénin et GEL Sud-Bénin) ayant contractés avec le Projet sont chargés d'apporter un appui-conseil non financier aux MPE, AGR, OPA. De façon spécifique, le GEL Nord-Bénin a été recruté pour assurer l'accompagnement des MPE/AGR et des organisations professionnelles dans la partie septentrionale du Bénin aussi bien en tant que remplaçant des OPP recalés mais aussi pour apporter des appui-conseils spécifiques en entrepreneuriat agricole aux MPE/AGR, tandis que le GEL Sud-Bénin a été sollicité pour l'appui des OPP retenus et des bénéficiaires de leurs zones d'intervention dans le domaine spécifique de l'entrepreneuriat rural.

96. Le partenariat avec les six CARDER a été réorienté suivant les recommandations de la revue à mi-parcours et se bornent à leurs fonctions régaliennes, c'est-à-dire l'accompagnement technique des OPP/GEL et MPE/AGR durant tout le cycle de vie des microprojets, la structuration des OPA et le suivi-contrôle des infrastructures réalisées par le Projet dans les villages d'intervention.

97. Globalement, la mission note que les partenariats conclus par le PACER ont eu des résultats mitigés et *recommande pour les projets futurs, de limiter ces partenariats à un nombre restreint de structures et de mieux évaluer leurs capacités techniques.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Pour les futurs projets, limiter les partenariats à un nombre restreint de structures et mieux évaluer leurs capacités techniques	Gouvernement/FIDA	Pour mémoire

H. Conclusion

98. Le PACER, prévu pour six ans, est à sept mois de son achèvement prévu pour le 31 décembre 2016. Bien que rentré tardivement en régime de croisière, le projet a fait des efforts en vue de l'atteinte de ses objectifs. L'accompagnement des 75 MPE/AGR identifiés comme potentiellement viables et les 28 autres micro entreprises des jeunes du PPEA, à travers des appuis diversifiés et différenciés, devra s'intensifier davantage pour les autonomiser et imprimer ainsi une dynamique entrepreneuriale dans la zone du projet.

99. D'ici la date d'achèvement, le projet devra se focaliser notamment sur : i) la réalisation d'un certain nombre d'études préalables nécessaires pour le rapport d'achèvement de projet (RAP) et ; ii) le renforcement de la stratégie de désengagement afin de garantir la durabilité des actions du projet. Une attention particulière devra aussi être réservée à la stratégie de pérennisation de l'approvisionnement des producteurs en intrants et au mécanisme qui sera mis en place pour l'utilisation du fonds-intrants. A cet égard, le PACER devra, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, élevage et forêt, étudier les conditions et les modalités d'utilisation de ce fonds pour garantir à l'avenir la durabilité du mécanisme ; et iii) l'identification des bonnes pratiques générées de

la mise en œuvre du PACER pour améliorer l'exécution des autres projets appuyés par le FIDA notamment, le PAPSFRA et le PADMAR, et ceux d'autres bailleurs.

100. Enfin, la base de données pour le Suivi-évaluation du ProCaR, actuellement en cours de finalisation, devra être bien renseignée pour être plus opérationnelle et permettre le renseignement des indicateurs nécessaires pour la préparation notamment du rapport d'achèvement et pour l'évaluation du niveau d'atteinte des résultats, d'impacts et des objectifs escomptés.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées

I. Projet 1331 [1100001331] Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Bénin	No. du projet	1331 [1100001331]	No. du prêt/don DSF	1000003364, 1000003366
Projet	Projet d'appui à la croissance économique rurale			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	09/06/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	10	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	2		
Dernière Supervision	25/05/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	04/04/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	30/04/2009			Coût total	47.78	
Accord	21/07/2009	Délai d'entrée en vigueur	17.3	FIDA Total	17.92	
Entrée en vigueur	01/10/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	8.96	89,86
Premier décaissement	04/11/2010			Don DSF	8.96	89,86
Examen à mi-parcours	27/11/2013	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2016	Dernier audit	25/06/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/12/2016			Financement national total	17.26	
Clôture	30/06/2017			Beneficiaries	2.93	41,23
Nbre de prolongations	0			National Govern	4.39	44,73
				Dom. Fin. Inst.	9.94	7,20
				Cofinancement total externes	12.60	
				FAO	0.50	0
				UNDP	3.04	0
				West African De	9.06	2,06

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	5	2. Exécution du S&E	4	4

3. Fonds de contrepartie	3	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	5	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en compte du climat et de l'environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Composante infrastructure rurale	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Développement des filières	4	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	3	3

B.5 Justification des notes

Le taux de décaissement réel au 30/04/2016 est de 89,86% à sept mois de la date d'achèvement du Projet (B.1.2), avec un taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2010/2016 (30/04/16) de 73,43%.

Des régularisations de taxes sur les opérations ont été enregistrées depuis le démarrage du Projet pour un montant total de 631 007 990 FCFA, ce qui a permis d'atteindre un taux de réalisation de 44,73% (B.1.3).

Les rapports financiers trimestriels intérimaires de 2015 ainsi que celui du premier trimestre 2016 ont été régulièrement envoyés au FIDA à bonnes dates. Enfin, les situations administratives, financières et comptables nécessaires à la présente revue ont été rendues disponibles au démarrage de la mission. Les états financiers 2015 et leurs annexes ont été transmis au FIDA dans les délais requis. Il en sera de même pour le rapport d'audit dont la version provisoire est déjà disponible.

En ce qui concerne le développement de filière, pour une prévision initiale de 400 MPE et 200 AGR, le projet n'a pu finalement financer que 314 promoteurs de microprojet (MiP) (dont 40 MPE femmes, 143 MPE hommes et 131 AGR), soit environ 52% de la cible initiale. Parmi les 314 promoteurs, 103 sont jugés viables, soit à peine 30% (74 MPE, RETRATO et les 28 MiP présentés par les jeunes PPEA) et bénéficient d'un accompagnement renforcé au cours de l'année 2016 afin de garantir leur pérennisation. 80% des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) créées avec l'appui du PACER au niveau des filières maraîchage, riz, ananas et soja sont fonctionnelles. Parmi ces OPA, on distingue une faitière nationale fonctionnelle, huit faitières départementales dont cinq fonctionnelles (62,5%), 61 faitières communales créées dont 35 fonctionnelles (soit 57%) et 491 coopératives villageoises dont 401 fonctionnelles (82%). Parmi les 18% restants, certaines sont de type familial avec des modes de fonctionnement non adaptés; elles méritent un renforcement pour une meilleure organisation. Les infrastructures marchandes sont réalisées à 107% et les aménagements de bas-fonds réalisés à hauteur de 66,75%. La mission a constaté qu'il existe encore quelques difficultés dans la finalisation des partenariats (maries et organisations de producteurs) qui sont en cours de discussion en vue d'une utilisation effective des infrastructures.

Les appuis financiers et non financiers offerts à toutes les catégories de cibles sur une base d'équité ont contribué à favoriser l'accès des promoteurs (hommes et femmes) aux facteurs de production (terre, équipements, intrants) et à l'amélioration de leurs revenus. Cependant, l'absence de stratégie discriminatoire positive dans l'analyse, la sélection et le financement des promoteurs des MiP ont limité l'impact du projet sur l'autonomisation des femmes et l'employabilité des jeunes. Les difficultés liées à l'opérationnalisation du mécanisme de financement tripartite des MiP (subvention, bénéficiaire et SFD) tel que prévu dans le DCP a été une contrainte majeure qui a conduit le PACER à n'atteindre que seulement 52% de l'objectif en matière de cible.

A l'étape actuelle, en termes de durabilité, des réflexions sont en cours sur la pérennisation du Fonds Intrants du PACER qui pourrait constituer un fonds de garantie afin de faciliter l'accès au crédit des coopératives/consortiums bénéficiaires du mécanisme. La stratégie à sept mois de la fin du projet est encore en cours d'élaboration.

Le système de suivi évaluation mis en place au niveau du ProCAR dispose d'une base de données informatisée (alimentée aussi par les données du PACER) qui répond partiellement aux requêtes sur le suivi des activités des projets. En effet, le système n'est pas totalement opérationnel du fait que certaines activités sont traitées sur Excel (PTBA, taux d'exécution physique). Des efforts sont nécessaires pour mettre en cohérence de manière périodique tout le système de suivi-évaluation.

Le taux d'exécution physique du PTBA d'achèvement au 30/04/2016 est estimé à 22,29% (hors BOAD) contre un taux d'exécution financière de 14,8%.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

La mise en œuvre globale du projet est modérément satisfaisante. L'analyse du niveau global des produits et effets du projet montre une amélioration modérément satisfaisante des actifs physiques et financiers des bénéficiaires, eu égard aux équipements/infrastructures de production et de transformation et aux fonds de roulement qu'ils ont obtenus à partir des financements qui leur ont été octroyés par le PACER (subventions) et les SFD (crédits) ; ceci leur a permis d'augmenter leurs capacités de production/transformation, d'accroître leurs rendements et leurs revenus et de contribuer par conséquent à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Parmi les MPE/AGR financés par le PACER, 104 sont potentiellement viables et reçoivent un renforcement complémentaire. Les infrastructures marchandes sont réalisées à 107% et les aménagements de bas-fonds réalisés à hauteur de 66,75%.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le projet dispose actuellement d'une base de données informatisée comportant les informations quantitatives et qualitatives permettant d'analyser les performances économiques et financières des MPE et G/AGR financés (volume de production, rendement, volume de produits commercialisés, chiffre d'affaire, emplois créés, etc.). Les infrastructures rurales construites sont occupées pour la plupart mais un suivi est indispensable pour une utilisation optimale. Les opérateurs partenaires focalisent leur effort dans le suivi des MPE/AGR viables en vue d'apprécier l'évolution chiffrée des indicateurs de performances et autres indicateurs d'effets. Le projet met en place une stratégie de sortie articulée autour des points ci-après : (i) l'appui à l'élaboration (en cours) de plans d'affaires au profit des MPE/AGR pour leur développement à moyen et long terme, (ii), la promotion des relations d'affaires entre les producteurs, les transformateurs et le marché, (iii) l'élaboration (en cours) d'un répertoire de services-conseils en vue de la vulgarisation au profit des bénéficiaires, des services publics délivrés par les CARDER et des services privés fournis par des GEL et OPP. Au regard des tendances actuelles des indicateurs de produits et d'effets, on peut prévoir que l'objectif de développement ne sera que partiellement atteint d'ici à la date d'achèvement.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les principaux risques s'articulent autour des points suivants : i) le non-respect du plan de recouvrement des avances qui pourrait perturber à terme le remboursement de la dotation initiale du compte spécial et de l'avance sur le PTBA ; ii) le non-apurement des retenues de garantie sur les travaux de 2012 à 2015 avant la date d'achèvement ; iii) la non-régularisation comptable des contributions des bénéficiaires et des SFD sur la base des données réelles à formaliser par les chefs PACER et le RSE constitue également un risque pour les données du rapport d'achèvement.
Avancement de l'exécution du projet	Un certain nombre de risques majeurs ont ralenti le rythme de progression de la mise en œuvre du projet. Il s'agit de : (i) la frilosité des SFD à octroyer des crédits adaptés aux producteurs agricoles bénéficiaires du projet s'est traduit par leur faible engagement (à ce jour, seulement 7,20% des prévisions), ce qui a fortement retardé et réduit le financement des MPE/AGR ; (ii) l'absence de définition de critères de ciblage clairs dans le document de projet et les difficultés de ciblage des micro et petits entrepreneurs ou acteurs économiques émergents visés comme cibles prioritaires et de la faible capacité des cibles vulnérables du projet à mobiliser les apports personnels attendus et à présenter des garanties valables pour bénéficier des crédits au près des SFD ; (iii) l'absence d'un mécanisme discriminatoire dans la sélection et le financement des microprojets des femmes et des jeunes n'ont pas permis de prendre des dispositions idoines en amont pour un accompagnement spécifique des femmes et des jeunes. A ces risques, s'ajoute (iv) le fait que la base de données informatisée du système de suivi évaluation ne répond que partiellement aux requêtes sur le suivi des activités du projet ; la levée de ce risque nécessite l'accélération du renseignement de la base de données et une analyse genre appropriée de ces données en vue de la préparation du rapport d'achèvement du projet.
Produits et réalisations	Au nombre des risques majeurs pouvant avoir un impact négatif sur la réalisation des produits, effets et impacts du projet, figurent : (i) la durée restante du projet qui pourrait limiter la réalisation de certains produits en retard ; (ii) le faible suivi des activités des jeunes du PPEA par les responsables

	de ce projet partenaire, ce risque pouvant être maîtrisé à travers une planification concertée et rigoureuse du suivi desdits jeunes afin de maximiser les effets des appuis qui leur sont apportés par le PACER ; (iii) le peu d'empressement noté dans la signature des conventions de cogestion des infrastructures marchandes par les Maires, d'où la nécessité d'intensifier la sensibilisation à leur égard ; (iv) les faiblesses notées dans la prestation des opérateurs partenaires en termes de transfert de compétences aux bénéficiaires, ce qui nécessite le recadrage urgent des lignes directrices de leur accompagnement dans l'optique du désengagement du projet.
Durabilité	Quelques risques majeurs, bien que surmontables en majorité, méritent d'être soulignés, : (i) le retard dans l'élaboration de plans d'affaires pluriannuels au profit des MPE/AGR pour leur développement à moyen et long terme ; d'où l'urgence de l'achèvement du processus d'élaboration en cours ; (ii) la lenteur dans l'élaboration d'un répertoire de services-conseils en vue de la vulgarisation des services publics délivrés par les CARDER et des services privés fournis par des GEL et OPP afin que les bénéficiaires puissent continuer de faire appel à leur accompagnement, après projet ; d'où la nécessité de vite achever le répertoire en cours d'élaboration ; (iii) le retard dans la concrétisation d'une stratégie de pérennisation de l'approvisionnement en intrants des bénéficiaires ; ce qui induit l'urgence de vite finaliser le mécanisme en cours d'élaboration ; (iv) la prise de conscience trop récente de la nécessité d'une stratégie de sauvegarde de l'environnement et de résilience aux changements climatiques ; d'où la nécessité du suivi des suites de la formation donnée récemment aux bénéficiaires sur les mesures d'atténuation des dégâts causés à l'environnement par leurs activités et sur les notions de base relatives aux effets des changements climatiques ; (v) l'urgence d'intensifier et d'étendre la formalisation des relations d'affaires entre acteurs des chaînes de valeurs.

Suivi proposé

Avance initiale	Assurer un suivi du plan de récupération de l'avance initiale	Pour mémoire	en cours
Viabilisation des MiP financés d'ici la fin du projet	Suivre de près l'accompagnement technique, de gestion et de renforcement des capacités des 75 MiP porteurs ainsi que ceux des 28 jeunes du PPEA fraîchement financés, en vue de leur consolidation et viabilisation.	30 septembre 2106	- Financement effectif des 74 MiP porteurs, de RETRATO et de 28 jeunes du PPEA ;
Programmer et réaliser les études de fin de projet en préparation du rapport d'achèvement	Transmettre au FIDA pour commentaires les TdR des études, et s'assurer de la prise en compte des aspects relatifs au ciblage, à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion des jeunes, la typologie et la classification des MPER, la structuration et l'autonomisation des OP.	31 aout 2016	en cours
Assurer la fonctionnalité du Système de Suivi et Evaluation et la disponibilité des données	Compléter la saisie dans le SSE des données sur tous les micro-projets ventilées par sexe et âge	30 septembre 2016	en cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits au 30 avril 2016

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur + analyse et commentaires	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:				
Contribuer à la mise en place des conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté d'ici à 2016 - Diminution du taux d'insuffisance pondérale (Poids par âge) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016 - Diminution du taux de malnutrition aigüe (Poids par taille) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016. - Diminution du taux de malnutrition chronique (Poids par taille) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016. - Le taux de croissance du sous-secteur agriculture s'est accru 	<ul style="list-style-type: none"> - Non disponible (ND) 22%des enfants de 0 à 59 mois souffrent de d'insuffisance pondérale. (Etude référence SYGRI) 10%des enfants de 0 à 59 mois souffrent de malnutrition aigüe. (Etude référence SYGRI) 33%des enfants de 0 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique. (Etude référence SYGRI) 91% des ménages n'utilisent que des outils à main pour les activités agricoles. (Etude référence SYGRI) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'étude d'impact finale du PADER dans les villages retenus par le PACER - Rapport d'étude de référence dans les 20 nouveaux villages du PACER - Rapport d'étude d'impact finale du PACER - Etudes et enquêtes du SCRP - Rapport EMICoV - Rapport EDS - Rapport SYGRI élaboré conformément à la méthodologie prescrite par le FIDA. - Rapport de performance du MAEP 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité politique
Objectif de développement du Projet/Programme				
Accroître les revenus des ménages de manière pérenne au niveau du monde rural à travers la promotion de l'entrepreneuriat rural et la mise en place d'infrastructures de mise en marché des produits				

Effet 1:				
1. Renforcer la structuration et les capacités des organisations professionnelles agricoles et extra-agricoles et améliorer les performances techniques et économiques des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 80% des organisations professionnelles des filières retenues sont fonctionnelles (<i>tenue régulière des réunions statutaires, renouvellement des instances conformément aux statuts, prestations de services aux membres, acquittement des parts sociales, existence de plan d'action etc.</i>) - Les organisations professionnelles agricoles et extra-agricoles fonctionnelles offrent des services dans au moins 70% des villages de concentration (i.e des bassins de production) du PACER. - Les organes de décision des OP comportent au moins 30% de femmes et au moins 30% de jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> - 57 coopératives de la filière riz en cours de restructuration (par le biais du CCRB) - 6 coopératives communales maraîchères créées dans l'Atlantique - 1 Union Régionale des Maraîchers de l'Atlantique/Littoral (URMAL) créée - 37 coopératives communales et 1 union nationale des producteurs d'ananas créées (en synergie avec le ProCAD) - 37 coopératives communales et 1 union nationale des transformateurs d'ananas créées (en synergie avec le ProCAD) - 1 Conseil Régional des Maraîchers en cours de restructuration dans le Mono/Couffo - ND (étude spécifique à réaliser) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation à mi-parcours - Rapport de l'étude d'impact finale du PACER - Rapports de supervision - Rapports de suivi de la DPLR - Rapports de suivi des CARDER - Rapport d'activités des Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles - Rapports de la cellule de SE du MAEP - Rapport de l'enquête de référence du projet - Rapport du diagnostic préliminaire pour l'évaluation de l'offre et de la demande de services - Rapports d'évaluation à mi-parcours - Rapport de l'étude d'impact finale - Données statistiques (CCIB ; ADex, etc.) 	<p>Les interférences politiques n'affectent pas le fonctionnement régulier des Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles</p> <p>- Le climat macro-économique est favorable au développement des MPE et des AGR rurales</p> <p>- La réglementation des marchés internationaux ne continue pas de freiner les exportations</p>
	- Le chiffre d'affaires moyen des MPE et des AGR appuyées	- 50,27% de femmes et 18% de jeunes	- Les chiffres d'affaires ont plus que	

	financièrement et techniquement s'est accru de 25 % à la fin du projet.	triplé	<ul style="list-style-type: none"> - Données statistiques de l'INSAE - Rapports de la cellule de SE du MAEP - Etats financiers des MPE - Rapports des Unions Interprofessionnelles des filières - Rapports des contrôles effectués par la DANA et DPQC - Rapports de supervision - Rapports des IMF impliquées - Rapports de la Cellule de Micro finance du MMEJF 	<ul style="list-style-type: none"> - Le système financier réagit trop lentement aux sollicitations du Programme et l'évolution dans l'octroi des crédits MT reste mitigée - Les aléas climatiques ont érodé la rentabilité des activités des MPE et AGR rurales
	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de rentabilité moyen des MPE et des AGR appuyées financièrement et techniquement a augmenté de 10% à la fin du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de rentabilité a plus que doublé ; passant de 7,9% à 53,06% 		
	<ul style="list-style-type: none"> - 800 emplois directs nouveaux créés par les MPE et les AGR 	<ul style="list-style-type: none"> - 1 213 emplois permanents directs créés par les MPE et AGR promues et 749 emplois occasionnels 		
	<p>Le rendement à l'ha dans les filières appuyées s'est accru de XX%</p> <ul style="list-style-type: none"> - La production s'est accrue de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de production végétale - La quantité de matières premières transformées s'est accrue de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de transformation - La quantité de produits finis issus de la transformation s'est accrue de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de transformation - La qualité des produits finis issus de la transformation s'est améliorée 	<ul style="list-style-type: none"> - ND (étude spécifique à réaliser) - ND (étude spécifique à réaliser) - Le taux d'accroissement de la quantité moyenne de matières premières transformées est d'au moins 196% - Le taux d'accroissement est d'au 259% - L'amélioration de la qualité est perceptible 		
Produits:				
1.1 La productivité et l'organisation des acteurs des filières	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 80% des MPE/AGR appuyés ont reçu des formations sur les itinéraires 	<ul style="list-style-type: none"> - 816 membres de MPE et AGR formés / 1037 en 2013 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi (cellule S&E) 	<p>Les interférences politiques n'affectent pas le fonctionnement</p>

appuyés se sont améliorés	techniques de production	- 998 membres de MPE/AGR formés / 227MPE et AGR appuyés en 2014	- Rapport à mi-parcours	régulier des Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles
	- Au moins 80% des MPE/AGR appuyés ont reçu des formations sur les itinéraires techniques de transformation	- 1037 Personnes formées	- Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP	
	- Au moins 80% des OP des producteurs, des transformateurs et des commerçants existantes au niveau des filières promues sont formalisées d'ici la fin du projet	- ND (étude spécifique à réaliser)	- Rapports de suivi de la DPP/ MAEP	
			- Rapports DPLR	
			- Rapports des OP	
			- Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP, d'IF, de MPE et d'AGR agricoles	
			- Rapports de suivi (cellule S&E)	
			- Rapports périodiques du projet	
			- Rapport à mi-parcours	
			- Rapports de suivi de la DPP/ MAEP	
			- Rapports DPL	
			- Rapports des OP	
1.2 Promotion de l'entrepreneuriat et la mise en marché	- Au moins 75% des produits commercialisés par les bénéficiaires respectent les normes de qualité requise par le marché	- ND (étude spécifique à réaliser)	- Rapports de suivi (cellule S&E)	Les interférences politiques n'affectent pas le fonctionnement régulier des Organisations
			- Rapport à mi-parcours	
			- Rapport d'enquêtes auprès	

	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 80 % de la production des petites et micro-entreprises agricoles financées est commercialisée 	-	d'échantillons d'OP <ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPLR - Rapports des OP - Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP, d'IF, de MPE et d'AGR agricoles - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi-parcours - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPLR - Rapports des OP 	Professionnelles agricoles et extra-agricoles
Effet 2:				
2.1. Faciliter l'accès des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles au financement	<ul style="list-style-type: none"> - Les IF / IMF ont participé au mécanisme de financement à hauteur de 70% des besoins de crédit des promoteurs à la fin du PACER 	<ul style="list-style-type: none"> - 356 420 127 FCFA de crédit débloqué par les SFD sur 579 877 360 FCFA de crédit nécessaire pour financer les 368 microprojets approuvés soit 61,46%. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi-parcours - Enquêtes auprès d'échantillons de MPE - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports d'activités des IF / IMF - Rapport d'audit des comptes des promoteurs 	
	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 60% des promoteurs de microprojets ont leurs besoins de crédit satisfaits. 	<ul style="list-style-type: none"> - 184/279 = 65,95%. 		

Produits:				
2.1. Les Institutions Financières ont reçu des appuis à la professionnalisation pour l'offre de crédit agricole de moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> - Le fonds d'appui aux filières et la ligne de crédit FAAR sont exécuté à 80% au moins à fin 2016 - 100% du montant de crédit à mettre en place à travers les IF partenaires du FNM ont été octroyés aux promoteurs du PACER 	<ul style="list-style-type: none"> - (519 2443 043 FCFA/8 925 525 000 en fin 2013) - (1 137 365 487 FCFA/8 925 525 000 en fin 2014) - (1 273 883 700/8 925 525 000 en fin 2015). - (3 880 000/4 422 000 000 en fin 2012) - (2037 673 361/4 422 000 000 en fin 2013) - (356 420 127/1 126 300 000 en fin 2014) - (221 055 690/4 422 000 000 en fin 2015). 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi des OPP, SAE - Rapports d'audit - Rapport à mi-parcours - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Les PV des CNA et CRA 	<ul style="list-style-type: none"> - Les aléas climatiques ont érodé la rentabilité des activités des MPE et AGR rurales - Le système financier réagit trop lentement aux sollicitations du Programme et l'évolution dans l'octroi des crédits MT reste mitigée
2.2. Les MPE et AGR rurales ont accès au soutien financier du Fonds d'Appui aux filières	<ul style="list-style-type: none"> - 400 MPE et 200 AGR ont reçu un appui à la formulation de microprojets approuvés : - Au moins 80% des 400 MPE et 200 AGR sélectionnés ont bénéficié de l'appui financier du Fonds d'ici la fin du projet. 	<p>368microprojets ont été approuvés (183 MPE et 185 AGR) sur une cible de 600.</p> <p>279 microprojets ont bénéficié de subvention du PACER pour un montant total de 608 010 125FCFA jusqu'en fin 2015 (sur une cible de 600) ; soit 46,5%.</p>		
Effet 3				
3. Améliorer l'accès aux infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché	<ul style="list-style-type: none"> - 291 ha aménagés sont effectivement exploités à la fin du projet dans les villages d'intervention du PACER - Au moins 1200 producteurs exploitent les bas-fonds aménagés dans les villages d'intervention du PACER - La production s'est accrue de 5% au niveau des exploitants des bas-fonds aménagés 	<ul style="list-style-type: none"> - 226,84 ha de bas-fond sont aménagés et mis en valeur jusqu'en fin 2015. - 756 producteurs sont en train d'exploiter les bas-fonds déjà aménagés. - ND (étude spécifique à réaliser) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation à mi-parcours - Rapport de l'étude d'impact finale du PACER - Rapports de supervision - Rapports et bilans d'activités du Programme - Rapports de suivi évaluation du PACER - Rapport d'activités des ADV et des 	<ul style="list-style-type: none"> - Les questions foncières ne constituent pas une entrave à la réalisation des investissements.

	- Le nombre de moyens de transport (par type) utilisant les pistes aménagées a augmenté de 10% à la fin du projet	- Etude de faisabilité en cours.	mairies - Rapports de la cellule de SE du MAEP	
Produits:				
3.1. Des zones à haut potentiel productif sont désenclavées	- ... Km de pistes rurales construites/réhabilitées	-	- Rapports d'activités périodiques - Rapports de supervision	- Disponibilité des fonds de la BOAD - La lenteur observée dans les procédures de passation de marchés est réduite. - Les aléas climatiques ne n'affectent pas le calendrier d'exécution des travaux
3.2. Le potentiel productif irrigable est aménagé	- 405 ha de bas-fonds aménagés à la fin du projet	226,84 ha de bas-fond sont aménagés et mis en valeur.	- Contrats signés et P.V. de réception	
3.3. Des infrastructures de collecte primaire, de stockage, et de mise en marché sont réalisées	- 6.494 m ² d'infrastructures marchandes réalisées d'ici la fin du projet	6 523,30 m ² d'infrastructures marchandes déjà bâtis	- Rapport à mi-parcours - Rapports des services techniques des mairies - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports de la DGR, des CeRPA et de la DGTP	

Appendice 3A : Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de décembre 2015

Rubrique	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Niveau d'exécution	Appréciation
Rapport d'achèvement	Programmer et réaliser les études préalables à la RAP afin que les rapports y afférents soient disponibles dans un délai raisonnable	C/PACER RSE	30/06/2016	4 TDR études thématiques de clôture élaborés. Il reste les DP. Par rapport à l'étude SYGRI, l'Expert dit qu'il faut trois ans entre l'étude de référence SYGRI de début de projet et celle de fin du projet.	Réalisé partiellement
Produits et effets	Mettre en place des outils de suivi et de collecte des données relatives aux services que rendent les OPA appuyées à leurs membres afin de permettre le renseignement de cet indicateur au niveau du cadre logique.	RSE	mars-16	Le C/PACER a discuté avec les CARDER sur la collecte de données pour constituer un répertoire des OPA. Les 2 catégories d'OPA à suivre sont définies Les outils de collecte de données sont mises en place au niveau des CARDER (4 fichiers EXCEL)	Réalisé
	Caractériser les types d'emplois créés par les MPE/AGR afin de lever les équivoques éventuelles qui pourraient avoir généré des biais dans le dénombrement desdits 'emplois créés'.	RSE/C/PACER	juin-16	La caractérisation des types d'emplois créés par les MPE/AGR a été faite sur la base des données générées par la base de données informatisée.	Réalisé
	Pour les futurs projets, retenir les valeurs cibles des indicateurs d'augmentation de rendements avec des experts externes qualifiés	FIDA/Gouvernement	Continuel	Il s'agit d'une recommandation continue	Autre
	Mettre en place des outils de vérification de la présence effective auprès des promoteurs des agents des CARDER et lier leur paiement à l'effectivité de cette présence.	RSE/RAF	mars-16	Les fiches SAC manquantes sont multipliées et disponibles	Réalisé
	Prendre les mesures adéquates pour le recensement des bénéficiaires du crédit engrais du PACER et la mesure de l'évolution de leurs rendements.	RSE/C/PACER	mars-16	TDR élaboré et collecte de données en cours par les URA et OPP/GEL	Réalisé partiellement
	Faire réviser le manuel de suivi évaluation de manière à y définir toutes les variables à mesurer (quantitatives et qualitatives), les niveaux de mesure, les fréquences de la collecte des données ainsi que leur méthode d'analyse permettant de calculer les valeurs des indicateurs	RSE/C/PACER	mars-16	La base de données en perpétuelle amélioration est en avance sur le manuel de SE.	Réalisé partiellement

Rubrique	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Niveau d'exécution	Appréciation
	retenus dans le cadre logique				
	Eviter de donner un poids de financement trop important aux SFD pour l'atteinte des objectifs de développement des projets	FIDA/Gouvernement	PM	Exploité dans le cadre du PADMAR	Autre
	Faire reverser au PACER par le FNM les fonds non utilisés et mettre en place un calendrier de remboursement du reste des fonds	Coord PACER/FNM	31-janv-16	Il ne reste qu'à revoir le calendrier de récupération des fonds mis en place auprès des SFD	Réalisé partiellement
État d'avancement de l'exécution du Projet	Mettre en ligne en urgence la base de données informatisée en vue de faciliter la saisie, la consolidation et le contrôle de qualité des données	Coordonnateur	31/01/2016	Démarches entamée auprès du MAEP pour la recherche de partenaires pour la mise en ligne. La réunion mensuelle du 10 mai 2016 a décidé de la mise en veilleuse de cette recommandation.	Réalisé partiellement
	Tout mettre en œuvre pour achever la mise à jour du logiciel et de la base de données en fin janvier 2016	CSE, Cabinet ASH	31/01/2016	Le cabinet a réalisé une version améliorée du logiciel. Les enquêteurs ont été recrutés en mars et la saisie dans la base est en cours pour les données de janvier à mai 2016.	Réalisé, mais continu
	Proposer un mécanisme de renseignement continu de la base de données après la réduction du personnel des OPP	CSE	31/01/2016	Une équipe de 10 enquêteurs est mis en place et assure la mise à jour de la base de données depuis le 11 avril 2016.	Réalisé
	Elaborer et mettre en place au niveau des CARDER des fiches de collecte de données complémentaires sur les OPA	CSE	31/01/2016	Le C/PACER a discuté avec les CARDER sur la collecte de données pour constituer un répertoire des OPA. Les 2 catégories d'OPA à suivre sont définies Les outils de collecte de données sont mises en place au niveau des CARDER	Réalisé
	Responsabiliser les CARDER pour la mesure des rendements au niveau des bas-fonds aménagés et des producteurs bénéficiaires du mécanisme d'accès aux intrants négocié avec la CAIA	Chef projet PACER	Continu	Cela a été notifié aux CARDER lors des séances de négociation budgétaire et inscrit dans leurs conventions.	Réalisé
	Finaliser avec tous les acteurs (Consortia/coopératives, CAIA, SFD, CARDER) la stratégie de pérennisation de l'approvisionnement en intrants et la rendre opérationnelle	C/PACER/Coord/ProCaR/RAF	Fin février 2016	Un second atelier a été réalisé le 10 mars 2016. La finalisation du manuel est en cours	Réalisé partiellement
	Généraliser sur toutes les régions, suivre et documenter la formalisation (contrats) des relations d'affaires entre acteurs des CVA pour favoriser la durabilité des activités des MPE/AGR	C/PACER/RGSC/R/URA	Continu		Réalisé, mais continu

Rubrique	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Niveau d'exécution	Appréciation
Aspects fiduciaires	Procéder au paramétrage des nouveaux formulaires de mobilisation des ressources du FIDA	Coordo /Compt /Cabinet	31/01/2016	Le cabinet est à pied d'œuvre	Réalisé partiellement
	Solder les comptes des cinq (05) agents qui vont arrêter le 31/12/2015	Coordo / RAF	31/12/2015		Réalisé
	Transmettre les rapports trimestriels d'évaluation du personnel au FIDA	Coordo/RAF	15/01/2016		Non réalisé
	Prendre en compte dans l'élaboration du PTBA 2016 les éléments indiqués dans la présente revue en matière de PTBA d'achèvement et de clôture	RAF/RSE	31/12/2015	Les mesures indiquées ont été prises en compte lors de l'élaboration du PTBA 2016	Réalisé
	Procéder au recensement exhaustif de la contrepartie/taxes et régulariser en comptabilité avant l'achèvement du Projet	Comptable/RAF	30/06/2016	Le recensement exhaustif des taxes a été faite par le service financier et comptable du projet	Réalisé
	Assurer un suivi de proximité pour que les dotations au titre de la contrepartie de l'année 2016 soient disponibles dans le SIGFIP.	Coordo/RAF	Pour mémoire		Réalisé
	Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes 2015	RAF/COMPTA	31/03/2016	Pour l'audit, les états financiers sont disponibles. Les auditeurs sont déjà invités à les examiner. Le rapport sera transmis à date.	Réalisé
Durabilité	Intégrer au mécanisme de remboursement du Fonds engrais, pendant l'atelier de validation, les aspects sécurisation du remboursement et participation des IF aux risques	C/PACER	31-janv-16	Atelier organisé le 10 mars 2016	Réalisé partiellement

Appendice 3B : Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	<p>Programmer et réaliser les études : i) révision du manuel de procédures ; ii) études socio-économique de fin de projet.</p> <p>Assurer la mise à jour des indicateurs SYGRI avant l'achèvement.</p> <p>Documenter les services rendus aux membres des OPA et s'assurer de l'atteinte du taux de couverture de 70% retenu dans le cadre logique du projet</p> <p>Faire réaliser par le binôme de consultants locaux du FIDA membres de la mission de supervision une étude spécifique pour apprécier le niveau de développement des 74 MiP viables et des nouveaux MiP financés après Juin 2015 afin de préciser les appuis différenciés encore nécessaires (d'ici la fin de 2016) pour garantir leur viabilité.</p> <p>Réaliser un audit du SFD CECAC pour clarifier la situation et trouver une issue au différend qui l'oppose au COMADOV</p> <p>Définir clairement aux SFD impliqués dans les opérations de mise en place des fonds pour les promoteurs, les modalités de la collaboration afin d'éviter tout malentendu pouvant conduire à des conflits et hypothéquer l'atteinte des résultats</p> <p>Appuyer le Pt de l'ANATRAB dans sa démarche d'obtention d'accords écrits de la mairie de Malanville et des responsables de Partners for Development relatifs aux partenariats pour une utilisation effective des deux magasins construits à la demande de son organisation</p> <p>Assurer une connexion internet à travers un abonnement par fibre optique, donc un raccordement au réseau le long de la route Cotonou-Malanville.</p> <p>Procéder à l'hébergement de la base de données sur un serveur dédié.</p> <p>Renforcer la ventilation de l'ensemble des données de la base à la fois par sexe, par âge et par catégorie sociale et organiser des collectes spécifiques sur la contribution du projet à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion des jeunes.</p> <p>Focaliser l'intervention des structures prestataires sur le renforcement de la viabilité économique et social des entreprises des MPE et G/AGR principalement celles des femmes et des jeunes</p> <p>Procéder à l'élaboration des documents de capitalisation sur les bonnes pratiques et les innovations du PACER.</p> <p>Estimer les besoins en renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des savoirs et la capitalisation, et organiser une séance de formation.</p>	<p>Immédiat</p> <p>30 avril 2017</p> <p>30 septembre 2016</p> <p>31 juillet 2016</p> <p>20 juin 2016</p> <p>Continue</p> <p>30 juin 2016</p> <p>30/11/2016</p> <p>Immédiat et continu</p> <p>Immédiat et continu</p> <p>Décembre 2016</p> <p>Juillet 2016</p>	<p>CSE, Coordo ProCaR et Chef PACER</p> <p>CSE, Coordo ProCaR et Chef PACER</p> <p>C/PACER, CSE/PACER</p> <p>C/PACER</p> <p>Coordo ProCaR</p> <p>C/PACER-Coord/ProCAR</p> <p>C/PACER</p> <p>RSE, Coordo ProCaR, ASH Group International</p> <p>RSE et Chef projet</p> <p>OPP, GEL, CARDER et URA</p> <p>RGSC / C-PACER</p> <p>CSE / RGSC</p>	
Durabilité				

	Examiner avec le Ministère de tutelle, les possibilités et conditions d'utilisation du fonds-intrants du PACER pour la mise en œuvre de l'initiative "mécanisme de pérennisation de l'approvisionnement en intrants des bénéficiaires du ProCaR"	30 septembre 2016	MAEP, C/PACER, RAF, FIDA
Aspects fiduciaires	Prendre les dispositions nécessaires pour acquitter les droits du personnel concerné à l'achèvement et à la clôture.	31/12/16 et 30/06/17	Coordo/RAF
	Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial relatif à trois (03) chèques en circulation de 390 000 FCFA.	30/06/2016	RAF /Comptable
	Assurer le respect des différentes échéances du plan de récupération de l'avance initiale Prêt/Don.	Pour mémoire	RAF /Comptable
	Apurer les dettes et les engagements du projet.	30/09/2016	Coordo/ RAF
	Engager la contrepartie de l'Etat dès l'ouverture du SIGFIP	30/09/2016	RAF /comptable
	Transmettre formellement au RAF toute la documentation nécessaire relative aux crédits mis en place par les SFD partenaires au profit des porteurs de microprojets ainsi que les apports personnels desdits porteurs afin d'assurer une régularisation comptable ces contributions dans la mise en œuvre des activités du PACER	30/06/2016	Chef Projet/RSE/RAF/Comptable
	Revoir la contribution des bénéficiaires sur les aménagements et les infrastructures pour la rendre plus significative avant l'achèvement du projet.	31/12/2016	RAF /comptable
	Utiliser les ressources du compte Pacer/Intrants dans le cadre de la mise en place d'un mécanisme durable de reconstitution des fonds intrants en relation avec le ministère de tutelle.	Pour mémoire	Coordo/chef projet/ RAF
	Prendre les dispositions nécessaires pour effectuer les réceptions définitives des contrats et marchés concernés, et rembourser les retenues de garanties des travaux effectués de 2011 à 2014.	30/09/2016	RPM/ RAF
	Prendre en compte toutes les améliorations proposées dans le cadre de la revue des ECD	Pour mémoire	RAF/Comptable/AC
	Mettre en adéquation les opérations de caisse avec les dispositions du manuel de procédures.	Pour mémoire	RAF/Comptable/AC
	Transmettre les versions finales du rapport d'audit 2015 au FIDA	20/06/2016	Coordo/RAF
Autres	Pour les futurs projets, limiter les partenariats à un nombre restreint de structures et mieux évaluer leurs capacités techniques	Pour mémoire	Gouvernement/FIDA

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 30 avril 2016

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur		Période : Du 1er au 30 avril 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
		Service	PTBA	Progrès effectif	%			
Composante 1 : Appui au développement des filières								
	Nombre de visite d'échange d'expérience des membres/élus OP		0	0		2	10	20,00
	Nombre de voyage d'étude membres/élus des OP		0			0	10	0,00
	Nombre de MPE /AGR ayant reçu une formation générale en CREE et GERME		0	0		317	600	52,83
	Nombre de visites d'échange effectué entre les MPE		5	2	40	10	20	50,00
	Nombre de visites d'échange effectué entre les groupements AGR		5	1	20	6	20	30,00
	Nombre de participation des MPE et AGR aux foires, expositions, prospections de marchés et séminaires-ateliers dans le pays		4	1	25	4	2	200,00
Facilitation de l'accès au financement	Contribution du PACER au guichet A		192 219 390	39 792 892	20,702	761 860 752	2 501 782 000	30,45
	Contribution des bénéficiaires au guichet A		82 346 300	13 719 499	16,661	488 138 551	889 207 000	54,90
	Contribution des IMF au guichet A		72 428 400	10 733 000	14,819	468 658 403	3 309 535 000	14,16
	Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - Jus d'ananas)		0			10	50	20,00
	Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - séchage d'ananas)		0			2	25	8,00
	Nombre de Groupement féminin (Unités traditionnelles de transformation d'ananas)		0			5	25	20,00
	Nombre de Jeunes (Unités traditionnelles de transformation d'ananas)		0	0		19	25	76,00
	Nombre de Groupement féminin (Unités traditionnelles de transformation de soja)		0			21		
	Nombre de MPE (Unités semi-industrielles de soja)		0			8		
	Nombre de Jeunes (Unités traditionnelles de transformation de soja)		0			5		
	Nombre de MPE (Unités semi-industrielles de séchage de fruits et légumes)		0			5	25	20,00

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période : Du 1er au 30 avril 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
	Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - avancées de production de gari)		0			24	100	24,00
	Nombre de Groupement féminin (Unités semi-industrielle de production de gari)		0			5	40	12,50
	Nombre de Jeunes (Unités semi-industrielles de production de gari)		0	0		5	10	50,00
	Nombre de Groupement féminin (Unités traditionnelles de production de gari)		0			10	100	10,00
	Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - avancées de production de farine de manioc)		0			0	50	0,00
	Nombre de Groupement féminin (Unités semi-industrielles - de production de farine de manioc)		0			4	25	16,00
	Nombre de Groupement féminin (Unités traditionnelles de production de farine de manioc)		0			19	125	15,20
	Nombre de MER de transformation artisanale de riz		0			4	10	40,00
	Nombre de MPE de transformation semi-industrielle du Riz		0			7	15	46,67
	Nombre de Groupement féminin de transformation semi-industrielle du Riz		0			16		
	Nombre de Jeunes pour transformation semi-industrielle du Riz		0			5		
	Nombre de MPE de production rizicole		0			4		
	Nombre de Groupement féminin de production rizicole		0			9		
	Nombre de Jeunes (hommes et femmes) pour production rizicole		0			0		
	Nombre de MPE de production maraîchère		0			25		
	Nombre de Groupement féminin de production maraîchère		0			10		
	Nombre de Jeunes (hommes et femmes) pour production maraîchère		0			0		
	Nombre de MPE de commercialisation		0			3		
	Nombre de Groupement féminin de commercialisation		0			1		

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période : Du 1er au 30 avril 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
	Nombre de Jeunes (hommes et femmes) pour la commercialisation		0			0		
	Nombre d'enquêtes diagnostic des MPE et des SAE		0			0	2	0,00
	Nombre d'ateliers régionaux d'information sur le PACER		0			3	3	100,00
	Nombre de formateurs SAE formé en module CREE		0			18	19	94,74
	Nombre de formateurs SAE formé en module GERME		0			18	19	94,74
	Nombre de MPE suivi et accompagné		263	263	100	500	600	83,33
	Nombre de MPE ayant reçu une formation NORMES ET QUALITE		0			420	600	70,00
	Nombre de voyage d'études effectué par les MPE		0			0	4	0,00
	Nombre de voyage d'études effectué par les groupements AGR		0			0	1	0,00
	Nombre de séminaires et ateliers tenus au profit des Unions Communales		0			2	30	6,67
	Nombre de sessions de formation des semenciers maraîchers		0			1	1	100,00
	Nombre de personnes formées sur les semences maraîchères		0			32	32	100,00
	Nombre de personnes formées sur les semences maraîchères		0			28	28	100,00
	Nombre de participation aux foires et expositions		0			2	6	33,33
	Nombre de formation initiale au profit des TS et CA		0			6	6	100,00
	Nombre de sessions des comités d'approbation		0			15	64	23,44
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 1					21,56			45,18
Composante 2 : Infrastructures rurales								
	Nombre de km de pistes réalisées		150	0	0	0	250	0,00
	Superficie de bas-fonds aménagés		40,17	8,16	20,31	235	405	58,02
	Superficie d'infrastructures de soutien à la mise en marché réalisée		0	0,00		6523,3	6 494	100,45

Composante/ <i>Sous-composante ou produit</i>	Indicateur		Période : Du 1er au 30 avril 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
		Service	PTBA	Progrès effectif	%			
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 2					20,31			79,24
Composante 3 : Coordination et partenariats stratégiques								
	Audit des comptes		1	0	0	6	6	100,00
	Mission de supervision		2	1	50	12	12	100,00
	Manuel des procédures administratives, financières et comptables		0			1	1	100,00
	Manuel des opérations techniques		0			1	1	100,00
	Système de suivi-évaluation		0			1	1	100,00
	Mission d'évaluation a mi-parcours		0			1	1	100,00
	Mission d'évaluation finale		0			0	1	0,00
	Partenariats stratégiques noués		0			3	20	15,00
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 3					25			76,88
TAUX D'EXECUTION GLOBAL					22,29			67,10

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('0000 USD)	Déboursements ('000 USD)*	Déboursements en %
Prêt et Don FIDA	17 924,0	17 924,0	16 126,72	89,97
GOUVERNEMENT	4 388,0	4 388,0	1 962,89	44,73
BENEFICIAIRES	2 931,0	2 931,0	1 246,28	42,52
IF Locales	9 937,0	9 937,0	715,73	7,20
Total	35 180,0	35 180,0	20 013,79	56,89

Montant FIDA conférer LGS au 30 11 2015

Pour la contre partie Gouvernement 350.935.978 FCFA au taux de 1USD=500 FCFA

Pour la contre partie Bénéficiaires 604 229 365 FCFA au taux de 1USD=500 FCFA

Pour la contre partie IMF 357 869 769 FCFA au taux de 1USD=500 FCFA

Table5B: Financial performance by financier by component (Actual Expenditures en USD '000)

Composantes	Prêt et Don FIDA			Gouver			Bénéfic			I F locales			Total		
	Réalloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%
A. Appui au développement des filières (ADF)	11 676	9 439,71	80,85	1 414,0	850,53	60,15	2498,0	1170,62	46,86	9937,0	15,73	7,2	25 525	12 176,59	47,70
B. Infrastructures rurales (IR)	2 956	2 760,07	93,37	2 403,0	548,80	22,84	433,0	37,83	8,74		0,0		5 792	3 346,70	57,78
C. Coordination et partenariats stratégiques	3 292	3 926,94	119,29	571,0	563,56	98,70		0,0			0,0		3 863	4 490,50	116,24
Total*	17 924	16 126,72	89,97	4 388	1 962,89	44,73	2931,0	1208,45	41,23	9937,0	715,73	7,2	35 180	20 013,79	56,89

Source FIDA

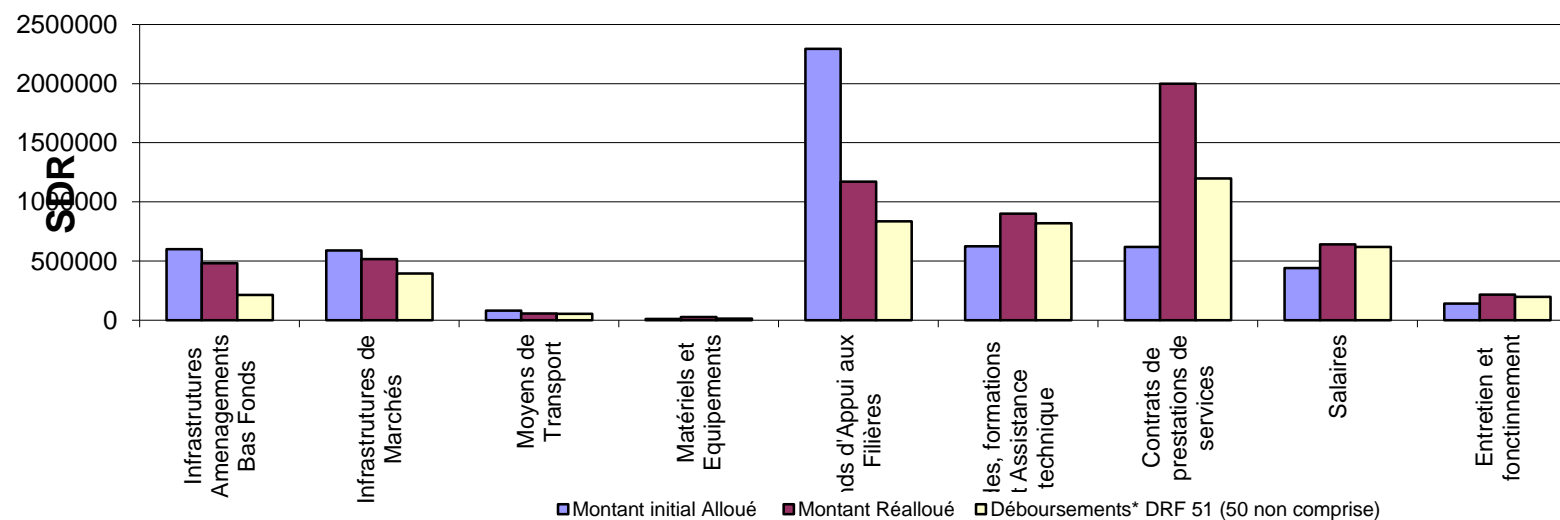
Pour la contre partie Gouvernement 350.935.978 FCFA au taux de 1USD=500 FCFA

Pour la contre partie Bénéficiaires 604 229 365 FCFA au taux de 1USD=500 FCFA

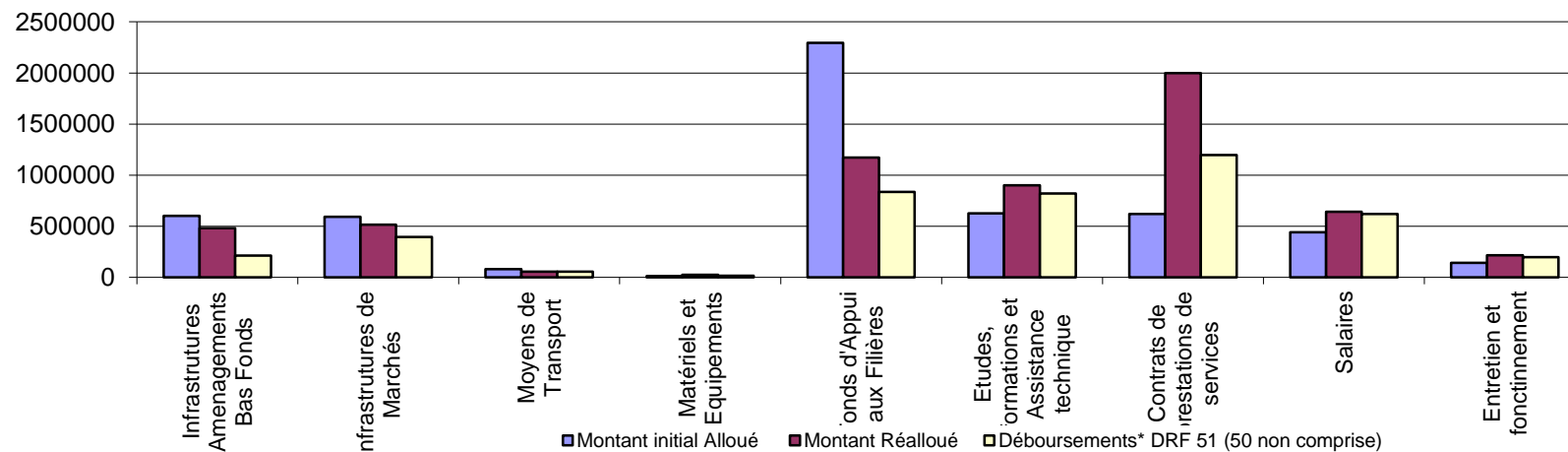
Pour la contre partie IMF 357 869 769 FCFA au taux de 1USD=500 FCFA

Tableau 5C: Décaissements de Prêt/Don du FIDA (en DTS, au 30 avril 2016)

PRÊT	Catégorie/Description	Montants initiaux alloués	Montants réalloués	Déboursements* DRF52	Soldes	Débours sur réal %
I a	Infrastructures/ Aménagements Bas-Fonds	600 000	480 000	227 173,51	252 826,49	47,33
I b	Infrastructures de Marchés	590 000	515 000	400 631,71	114 368,29	77,79
II	Moyens de Transport	80 000	55 000	53 529,88	1 470,12	97,33
III	Matériels et Equipements	10 000	25 000	13 980,33	11 019,67	55,92
IV	Fonds d'Appui aux Filières	2 295 000	1 170 000	833 935,56	336 064,44	71,28
V	Etudes, formations et Assistance technique	625 000	900 000	887 372,05	12 627,95	98,60
VI	Contrats de prestations de services	620 000	2 000 000	1 251 716,35	748 283,65	62,59
VII	Salaires	440 000	640 000	645 029,39	-5 029,39	100,79
VIII	Entretien et fonctionnement	140 000	215 000	200 930,46	14 069,54	93,46
	Non alloué	600 000	0	0,00		
	Dépôt initial DRF 1 et 26 bis			307 465,88	-307 465,88	-
	Avance 2015			569 560,24	-569 560,24	
	Total	6 000 000	6 000 000	5 391 325,36	608 674,64	89,86



DON	Catégorie/Description	Montants initiaux alloués	Montants réalloués	Déboursments* DRF52	Soldes	Débours sur réal %
I a	Infrastructures/ Aménagements Bas-Fonds	600 000	480 000	227 173,51	252 826,49	47,33
I b	Infrastructures de Marchés	590 000	515 000	400 631,71	114 368,29	77,79
II	Moyens de Transport	80 000	55 000	53 529,88	1 470,12	97,33
III	Matériels et Equipements	10 000	25 000	13 980,33	11 019,67	55,92
IV	Fonds d'Appui aux Filières	2 295 000	1 170 000	833 935,56	336 064,44	71,28
V	Etudes, formations et Assistance technique	625 000	900 000	887 372,05	12 627,95	98,60
VI	Contrats de prestations de services	620 000	2 000 000	1 251 716,35	748 283,65	62,59
VII	Salaires	440 000	640 000	645 029,39	-5 029,39	100,79
VIII	Entretien et fonctionnement	140 000	215 000	200 930,46	14 069,54	93,46
	Non alloué	600 000	0	0,00		
	Dépôt initial DRF 1 et 26 bis			307 465,88	-307 465,88	-
	Avance 2015			569 560,24	-569 560,24	
	Total	6 000 000	6 000 000	5 391 325,36	608 674,64	89,86



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Etat d'avancement	Observations
Section 2.03 b « Montant compte spécial prêt/don »	Le montant du compte spécial du prêt et du don s'élève à l'équivalent en FCFA de 700.000 USD qui pourra être augmenté à l'équivalent en FCFA de 1 400 000 USD.....	Pour mémoire	Conforme	conforme	Le montant initial du compte spécial de 325 millions a été porté une première fois à 673 millions et une deuxième fois à 1.6 milliards en janvier 2015
Section 3.02c « PTBA »	L'emprunteur veille à ce que le projet de PTBA soit transmis au fonds pour commentaires et approbation, 30 jours au plus tard avant le commencement de l'année du Projet considérée.....	31/01/2016	A mettre en conformité	Non conforme	Le PTBA d'achèvement 2016 a été présenté au FIDA en troisième soumission le 07/03/2016 avec une non objection le 09/03/2016.
Section 3.04 b ii « contre partie numéraire »	La contribution de l'emprunteur à hauteur de la somme en FCFA équivalente à un 1 842 940 USD.....	Pour mémoire	A mettre en conformité	En cours	La contrepartie numéraire mobilisée est de 309 926 464 représentants 33,63% de ce qui est attendu en la matière. En ce qui concerne la contrepartie 2016, 36 805 020 FCFA ont été prévus au PTBA et seront engagés dès l'ouverture du SIGFIP.
Section 4.02 « rapport d'activité »	L'agent principal du Projet soumet au fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Projet.....dans les trois mois suivant la fin de chaque période d'exécution de six mois	30/09/2016	conforme	conforme	Le rapport annuel SYGRI a été transmis au FIDA en janvier 2016 lors du séminaire sur le suivi évaluation à DAKAR. Le rapport annuel 2015 a été envoyé au FIDA le..... Le rapport du premier semestre 2016 sera envoyé au FIDA avant le 30/09/2016
Section 5.01 « Etats financiers »	L UCP prépare chaque année les états financiers et l'agent principale du Projet les présente au fonds dans les trois mois suivant la fin de chaque année fiscale	31/03/2016	A mettre en conformité	conforme	Les états financiers 2016 et les annexes ont été transmis au FIDA le 18/03/2016.
Section 5.02 « rapports d'audit »	Transmission des rapports d'audit dans les six mois suivant la fin de chaque année fiscale	30/06/2016	A mettre en conformité	A mettre en œuvre	Les rapports provisoires de l'audit des comptes 2015 ont été transmis au projet le 03/06/16. Les rapports définitifs seront transmis au FIDA avant le 20/06/16.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le PACER a tissé des partenariats avec des universités et des instituts de recherche pour pouvoir vulgariser certaines pratiques au bénéfice des petites exploitations rurales. Il s'agit en particulier de : 1) l'utilisation de l'inoculum pour améliorer la fertilité des sols dans le cadre de la production de soja ; pratique testée par le Laboratoire d'Ecologie Microbienne de l'Université d'Abomey-Calavi ; et 2) l'amélioration variétale à travers les vitro-plants de l'ananas, en partenariat avec le Laboratoire de Génétique et de Biotechnologie de l'Université d'Abomey-Calavi.

Par contre, le projet n'a pas réellement mis en place une stratégie pour capitaliser les expériences et les bonnes pratiques développées par d'autres projets antérieurs ou en cours dans le pays.

Une analyse des leçons apprises pendant la mise en œuvre du projet est en cours ; elle devra être approfondie pendant la préparation et l'élaboration du rapport d'achèvement du projet.

Innovation

A six mois de l'achèvement du PACER, on peut noter que deux innovations sont identifiées et jugées intéressantes, et qui mériteraient d'être mieux documentées.

1- Le **concept de consortium-filière** opérationnalisé par le PACER qui met en réseau un ensemble de producteurs ou de groupements de producteurs d'une part, et une entreprise transformatrice/exportatrice ou une organisation paysanne appelée « tête de pont » d'autre part, dans l'intérêt bien compris des deux parties, a permis d'assurer un approvisionnement en intrants de qualité pour les premiers, la fourniture de produits de qualité, en quantité suffisante et l'accès à un marché sécurisé pour les seconds. Six consortia ont été mis en place dont trois dans la filière ananas, deux dans la filière riz et un dans la filière maraîchage et ont permis au projet de mettre en place 964,7 tonnes d'engrais. A l'étape actuelle, une réflexion est en cours pour définir la stratégie de pérennisation du système d'approvisionnement et de distribution des intrants au sein des consortia mis en place.

2- L'**organisation de salons des chaînes de valeurs ajoutées (CVA)** (courant août-octobre 2015) réunissant les acteurs (fournisseurs de semences, producteurs, transformateurs, commerçants, les structures financières décentralisées (SFD) et les services d'encadrement) d'une même filière, dans les différentes régions du pays. Les salons CVA ont comme objectif la création ou le renforcement des liens d'affaires efficaces et durables entre les acteurs des CVA, en particulier à travers la formalisation/contractualisation de ces liens. Au total, 25 salons CVA ont été organisés regroupent les acteurs de cinq filières promues (ananas, riz, maraîchage, racines et tubercules, et soja) ; ils ont connu la participation des représentants de 295 MPE/AGR, dont 26% sont des femmes.

Six mois après l'organisation des salons CVA, l'effet immédiat enregistré réside dans la formalisation (sur base de contrats) des relations de proximité entre producteurs, transformateurs et commerçants. On note que 31 contrats formels sont déjà signés entre acteurs des CVA de quatre filières (riz, ananas, maraîchage et manioc) dans six communes. Ces nouvelles relations d'affaires profitent déjà à 116 bénéficiaires du PACER dont 92 femmes (provenant de 13 MPE et sept groupements d'AGR). Les avantages de cette nouvelle forme de relation basée sur la confiance mutuelle entre acteurs sont : i) la garantie que la production sera vendue à un prix convenu ; ii) l'assurance d'un revenu sécurisé ; iii) une plus grande crédibilité facilitant l'accès aux crédits auprès des SFD ainsi qu'aux intrants et aux appuis techniques des services d'encadrement ; iv) la possibilité d'ajuster le volume de production par rapport aux besoins du marché ; v) une meilleure qualité des produits ; vi) l'assurance de la durabilité des activités à travers l'autonomisation des acteurs des CVA ; et vi) la réduction des coûts de collecte, de stockage et de tri des produits.

Les exemples les plus patents sont ceux de : i) trois groupements de femmes étuveuses de riz (*Abaté, Irissabou et Zoumtchi*) à Boukombé (Département de l'Atacora/Donga) qui ont pu signer avec les groupements de producteurs de la localité, des contrats d'approvisionnement en paddy, portant respectivement sur 50 tonnes, 20 tonnes et 10 tonnes de riz ; ii) l'Etablissement *Magnificat* à Ekpè

(Département de l'Ouémé/Plateau) qui a signé des contrats de livraison mensuelle de 1860 litres de jus d'ananas à deux supermarchés de Cotonou ; iii) Dame Akpeyekpo Elisabeth à Tozoungo (Département du Zou/Collines) qui a signé un contrat d'approvisionnement de six tonnes de manioc par mois et plusieurs contrats de livraison de semoule de manioc (*gari*) avec des commerçants de Porto-Novo et de Bohicon; et iv) plusieurs maraîchers sis à Grand-Popo et à Atchannou qui ont formalisé des contrats de livraison de produits maraîchers avec plusieurs commerçants.
